

Lettre de
Mikis THEODORAKIS

LIBERTE POUR



KUTLU et SARGIN

10 octobre 1988

Depuis ma première lettre, le procès contre KUTLU et SARGIN a débuté à Ankara, le 8 juin, devant la "Cour de Sureté de l'Etat". Celle-ci est composée par un tribunal spécial composé de trois magistrats, dont deux civils et un militaire. Le Parquet est représenté par deux procureurs, un civil et un militaire.

J'étais présent à l'ouverture du procès, avec plusieurs dizaines d'observateurs venus d'Europe. Des personnalités turques y étaient aussi dont YACHAR KEMAL, ZULFU LIVANELI, MEHMET ALI AYBAR et d'autres.

Dès le matin, une foule importante se pressait devant la Cour. L'accès à la salle d'audience s'est avéré fort difficile. Elle présentait un espace limité permettant à peine aux prévenus et à leurs avocats, au nombre de 150, d'être présents. (quelques 600 avocats se sont volontairement inscrits pour assurer la défense). Plusieurs personnes ayant participé au rassemblement devant le siège de la Cour ont été arrêtées et emmenées dans les locaux de la police.

Les audiences suivantes ont eu lieu le 17 juin, les 4 et 20 juillet, les 1er, 10, 17 et 24 août et le 21 septembre. La prochaine est prévue pour le 14 octobre.

Suite à la lecture de l'acte d'accusation dans lequel le procureur lui-même qualifie ce procès de "procès du siècle", KUTLU et SARGIN ont successivement donné lecture de leurs plaidoyers. (A votre demande, je peux vous envoyer ces trois textes en français).

A chaque audience, des observateurs venus de l'Ouest et de l'Est de l'Europe ne manquaient pas. L'intérêt manifesté envers le procès dépasse les confins de ce continent. Mais il importe de souligner les initiatives en Turquie.

La campagne de pétition lancée par AZIZ NESIN, VEDAT TURKALI et DEMIRTAS CEYHUN a déjà recueilli des dizaines de milliers de signatures. Le procès est devenu en effet une affaire nationale questionnant la démocratisation de la Turquie. C'est ce que j'ai ressenti moi-même lors de mes entretiens avec M. TURGUT OZAL, le premier ministre, et les dirigeants du Parti social - démocrate populiste (INONU) et ceux du Parti de la juste voie (DEMIREL).

Je pense qu'avant tout il faut oeuvrer pour la mise en liberté de KUTLU et SARGIN, refusée encore une fois par la Cour à la dernière audience tenue. Il s'agit selon les avocats de la défense d'une "prise d'otages politique".

Le nombre des signataires de notre appel s'élargit. Il faut qu'il s'élargisse davantage et rapidement. Je vous invite donc à vous inscrire dans cette démarche. Ne vous contentez pas de signer l'appel, faites le signer par des personnalités que vous connaissez dans le pays où vous êtes, mais aussi dans d'autres pays ou envoyez moi des adresses. Faites un pas de plus, en prenant des initiatives dans vos pays-respectifs.

Enfin, je me permets de vous rappeler que le 10 décembre 1988 marquera le 40ème anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Recevez l'expression de mes sentiments les meilleurs.

APPEL

Au seuil de l'an 2000, l'humanité est en quête d'un nouveau monde.

Il sera créé par les efforts communs de tous ceux qui défient la faim, la guerre, l'oppression.

Une profonde aspiration à la démocratie et à la liberté marque ce processus.

Le contexte de la détente y constitue une source d'espoir.

Cependant, dans un pays à la croisée des civilisations, malheureusement les droits de l'homme sont encore bafoués.

Le 16 novembre 1987, les secrétaires généraux du Parti communiste et du Parti ouvrier de Turquie, Haydar Kutlu et Nihat Sargin, sont rentrés dans leur pays, de l'exil politique qu'ils subissaient depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980. Ils ont déclaré que leur but était de fonder un Parti communiste légal comme entité indispensable d'un régime démocratique.

Dès leur arrivée à Ankara ils ont été conduits, les yeux bandés et les mains attachées, aux locaux de la police politique où 19 jours durant, ils ont été soumis à un interrogatoire sous la torture, sans même pouvoir rencontrer leurs avocats.

Ils sont toujours incarcérés.

C'est une situation de violation des conventions internationales et européennes relatives aux droits de l'homme ainsi que des lois turques.

Ceux qui s'attachent aux libertés, dans le monde entier et pour tous, ne peuvent se taire face à cette situation.

Que soit respectée la liberté d'organisation en Turquie.

Que soient libérés Kutlu et Sargin.

Henri ALLEG Ecrivain - Journaliste	FRANCE
Herluf BIDSTRUP Caricaturiste	DANEMARK
Fedor BOURLATSKI	URSS
John BOWDEN Juriste	GRANDE BRETAGNE
Pr Erich BUCHHOLZ	RDA
Julie CHRISTIE Comédienne	GRANDE BRETAGNE
Franz-Josef DEGENHARDT Musicien	R. F. A.
Mahmoud DERWICH Poète	PALESTINE
Charles DOBZYNSKI Poète	FRANCE

Bjorn ELMQUIST Député
Président de la Commission Juridique
du Conseil de l'Europe
Jean FERRAT Musicien
René GAUDY Ecrivain
Renato GUIMARAES
Roger HANIN Comédien
Med HONDO Réalisateur

Waltraud HORVATH Député
Pr Albert JACQUARD
Bernard KAPPES Animateur radio
Monique KAPPES
Patrick KAPPES
Bruno KREISKY Ancien Premier Ministre
Hélène LANGEVIN
Dr Gabriel LANSKY Juriste
Ewan MAC COLL Musicien
Winnie MANDELA
Jean Pierre MARCHAND Réalisateur
Pr Elizabeth MARTIN
Pr Joao Luiz de MORAIS
Adrian MITCHELL Poète
Juan-Jose MOSALINI Musicien
Oscar NIEMEYER Architecte
Me Joe NORDMANN Président
de l'Association Internationale
des Juristes Démocrates
Harold PINTER Ecrivain
Michel QUENON Conseiller Municipal
Jack RALITE Ancien Ministre
Yannis RITSOS Poète
Pr Jacques ROUX
Arja SAIJONMAA Chanteuse
Claude SAUTET Metteur en scène
Ettore SCOLA Metteur en scène
Peggy SEEGER Musicienne - Chanteuse
Klaus STAECK Dessinateur
Eckart SPOO Président
du Syndicat des Journalistes
Haroun TAZIEFF Directeur de recherche
au CNRS - Ancien Ministre
Mikis THEODORAKIS
Kirsten THORUP Ecrivain
Marie Claude VAILLANT COUTURIER
Vice Présidente honoraire de
l'Assemblée Nationale
Vassili VASSILIKOS Ecrivain
Gaston VIENS Maire d'Orly
Conseiller Général du Val de Marne
Jacques VIGOREUX Réalisateur
Antoine VITEZ Metteur en scène
Pr Jean ZIEGLER

DANEMARK
FRANCE
FRANCE
BRESIL
FRANCE
COMITE AFRICAINE DE
CINEASTES
AUTRICHE
FRANCE
FRANCE
FRANCE
FRANCE
AUTRICHE
FRANCE
AUTRICHE
GRANDE BRETAGNE
AFRIQUE DU SUD
FRANCE
FRANCE
BRESIL
GRANDE BRETAGNE
ARGENTINE
BRESIL

FRANCE
GRANDE BRETAGNE
BELGIQUE
FRANCE
GRECE
FRANCE
FINLANDE
FRANCE
ITALIE
GRANDE BRETAGNE
R. F. A.
R. F. A.
FRANCE
GRECE
DANEMARK

FRANCE
GRECE

FRANCE
FRANCE
FRANCE
SUISSE

..... REACTIONS..... INITIATIVES..... REACTIONS..... INITIATIVES..... REACTIONS.....

- * La décision en date du 23 juin de la Commission politique du Parlement européen: "Les accusations formulées contre KUTLU et SARGIN (...) constituent une violation importante du droit d'action politique libre".
- * Le Parlement européen se prononce pour la modification des articles 141, 142 et 163 du Code pénal turc et le rétablissement d'une démocratie pluraliste.
- * Joan BAEZ, lors de son séjour en Turquie, a envoyé un message de sympathie à KUTLU et SARGIN : "Aujourd'hui, je suis avec vous de tout mon cœur et de toute ma pensée..."
- * Günther WALLRAFF : "Je salue de mon cœur les forces démocratiques réunies pour la libération immédiate de KUTLU et SARGIN et tous les prisonniers politiques".
- * Déclaration rendue publique le 28 juillet dernier à Ankara par une délégation présidée par Maxime GREMETZ représentant 28 Partis communistes européens : "Ils exigent des autorités turques la libération immédiate de H. KUTLU et N. SARGIN et leurs coïnculpés, l'amnistie générale pour les prisonniers d'opinion, la légalisation du Parti communiste unifié de Turquie et de toutes les formations démocratiques".
- * Le Parlement portugais réuni le 9 juin dernier "demande la mise en liberté immédiate de KUTLU et SARGIN et l'annulation de leur procès".
- * 63 députés de quatre partis du Parlement autrichien ont envoyé une lettre de protestation à T. OZAL. 47 députés du Parlement anglais appartenant aux différents partis ont signé un appel exigeant la libération de KUTLU et SARGIN. 61 députés du Parlement belge ont fait de même par une déclaration commune, ainsi que 73 députés de toutes les composantes du Parlement grec.
- * Les Ministres des affaires étrangères, allemand, suisse et belge ont fait savoir qu'ils suivent de près le procès ainsi que le Président du Parlement européen.
- * Le Premier Ministre grec PAPANDREOU a évoqué le problème lors de sa rencontre avec OZAL.
- * Madame MITTERRAND : "En mon nom et au nom de la fondation que je préside, je vous assure de toute ma sympathie dans l'épreuve que vous traversez".
- * 18 organisations françaises (partis politiques, syndicats, associations des droits de l'homme, etc...) dont le PCF, PSU, MRG ; la CGT, FEN, demandent "la libération de KUTLU et SARGIN, l'amnistie générale pour les prisonniers d'opinion, l'abolition de la peine de mort".
- * Ichinguiz AITMATOV : "Je demande la libération des deux secrétaires généraux et des artistes détenus".
- * Lettre de l'Union des écrivains suisses : "Respectez la Convention des droits de l'homme que vous avez signée. Libérez nos collègues détenus. Rétablissez la liberté d'expression dans votre pays".
- * Le rapport du Parti social - démocrate allemand sur le procès : "D'un côté, toutes les forces de l'Etat, police, arrestations, tortures. De l'autre, solidarité internationale avec ceux qui défendent les droits de l'homme".

parti
communiste
français
2 place
du colonel fabien
75940 paris
cedex 19
tél. 40.40.12.12

n/réf.
v/réf.
POLEX

26 septembre 1988

paris, le

Au Comité central du Parti
Communiste unifié de Turquie

Chers camarades,

A l'occasion du premier anniversaire de votre décision de fusionner en un seul Parti communiste, la direction de notre Parti, les communistes français vous adressent leurs plus chaleureuses félicitations.

Nous formulons à l'égard de votre Congrès fondateur nos souhaits de succès dans la voie que vous vous êtes tracée d'un "Programme pour la paix et pour un Renouveau démocratique".

Nous vous renouvelons notre solidarité active pour le combat que vous menez dans les conditions difficiles d'aujourd'hui pour la légalisation de votre parti, la libération des camarades Kutlu et Sargin et de tous les prisonniers politiques, l'instauration de la démocratie en Turquie.

En particulier, nous poursuivons nos efforts pour informer l'opinion publique française de la réalité politique de votre pays pour élargir et renforcer la solidarité avec les communistes et les démocrates turcs dans la lutte courageuse qu'ils mènent pour le progrès social, les libertés syndicales et politique, la paix.

Dans le cadre des excellents rapports qui régissent les relations entre nos deux partis, dans le respect de l'indépendance de chacun et de l'intérêt mutuel, nous sommes à votre disposition pour poursuivre et amplifier notre action commune sur ces objectifs, pour renforcer encore nos liens de solidarité et de coopération.

Soyez assurés, Chers camarades, que dans l'immédiat, comme nous l'avons fait récemment, nous ne ménagerons aucun effort pour contribuer à sortir nos camarades Kutlu et Sargin de prison.



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

AU CONGRES POUR LA FONDATION
DU PARTI COMMUNISTE UNI TURC

Chers camarades,

Du nom du Parti communiste vietnamien, de la classe ouvrière et du peuple du Vietnam, nous exprimons notre joie de l'unification du mouvement communiste en Turquie et nous adressons à votre Congrès, de même à travers le Congrès aux communistes turcs, à la classe ouvrière et aux travailleurs nos félicitations cordiales.

Les communistes vietnamiens et le peuple soutiennent complètement votre oeuvre juste de lutte pour des droits démocratiques, de liberté, de paix et du progrès social. Ensemble avec les forces démocratiques et progressives dans le monde, nous soutenons votre lutte pour l'activité légitime du Parti communiste uni turc et pour mettre en liberté immédiatement les camarades Hayda Koutlou et Nihat Sargan.

Nous vous souhaitons du succès à la clôture du Congrès et nous sommes convaincus, que le Congrès ouvrira une nouvelle étape dans le développement de l'oeuvre révolutionnaire des communistes turcs, de la classe ouvrière et des travailleurs.

Avec un salut communiste.

COMITE CENTRAL DU PARTI
COMMUNISTE VIETNAMIEN

Casablanca, le في الدار البيضاء

Message au Congrès fondateur
du Parti Communiste Unifié de Turquie

Chers Camarades,

C'est avec une grande joie que le Parti du Progrès et du Socialisme du Maroc vous adresse ses félicitations et meilleurs vœux de succès pour les travaux du Congrès fondateur du Parti Communiste Unifié de Turquie. La fusion du Parti des travailleurs de Turquie et du Parti Communiste de Turquie ne peut en effet que renforcer le Combat d'avant-garde mené par les révolutionnaires turcs issus des deux organisations sur la base du Socialisme scientifique et le centralisme démocratique.

Votre Congrès Unificateur marquera sans doute une étape historique pour imposer les libertés démocratiques d'opinion et d'expression en Turquie, pour la légalisation de tous les courants politiques de la société et essentiellement le votre celui, de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. Recevez, chers camarades, notre totale solidarité dans votre combat démocratique et de classe.

Tout en sachant le courage des Camarades Nihat Sargin et Haydar Kutlu, nous exigeons leur libération inconditionnelle ainsi que celle de tous les démocrates emprisonnés pour délit d'opinion en Turquie. Les paragraphes 141 et 142 du code Penal turc et ses conséquences néfastes constituent un anachronisme inique à l'heure où le régime en place prétend respecter les valeurs démocratiques face à l'opinion publique mondiale.

Chers Camarades,

Nous sommes sûrs que votre programme de Paix et de Renouveau Démocratique constituera le fer de lance de la mobilisation populaire Turque pour les libertés démocratiques, la satisfaction des revendications économiques et sociales légitimes des

.../...

Casablanca, le في الدار البيضاء

- 2 -

travailleurs et contribuera à la résolution pacifique des tensions dans la région, notamment à l'unité et l'indépendance de Chypre, et la satisfaction des revendications nationales du peuple palestinien sure; la direction de l'O.L.P. y compris l'édification de son Etat National indépendant en Palestine avec Al Qods comme capitale. De même votre programme pour la paix fera avancer les mots d'ordre de denucléarisation des Balkans, des retraits des flottes et de démantèlement des bases aériennes étrangères en méditerranée et dans les pays riverains . Ceci à l'heure où une dynamique de paix et de désarmement se développe dans le monde suite à la signature historique du premier traité de désarmement nucléaire par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique, grâce notamment aux efforts de l'Union Soviétique et de toutes les forces de paix dans le monde .

Chers Camarades,

Notre Parti lutte aussi activement pour la disparition des tensions en Afrique du Nord . En ce sens nous pensons que depuis le rétablissement des relations diplomatique entre le Maroc et l'Algérie, la dynamique entre les cinq pays du Maghreb dans le renforcement de leur coopération en faveur des peuples de la région permettra une solution rapide au conflit du Sahara Occidental Marocain par l'application du plan de paix du Secrétaire Général des Nations Unies, appuyé par le Maroc et le Conseil de sécurité unanime et qui prévoit un référendum d'autodétermination des populations originaires du Sahara Occidental Marocain .En ce sens nous appelons toutes les forces démocratiques éprises de paix à soutenir ce processus .

De même notre Parti lutte pour le renforcement de notre souveraineté nationale, notamment par la défense de notre intégrité territoriale au Sahara Occidental Marocain

.../...

et la lutte pour la libération de Ceuta et Melilla et les îles du Nord du pays , encore sous occupation coloniale espagnole . Notre programme d'alternative démocratique comprend aussi la lutte pour la consolidation et l'élargissement des libertés démocratiques, la satisfaction des revendications économiques, sociales et culturelles des travailleurs et des couches populaires .

Nous contribuons à l'effort d'élimination des tensions dans le Monde, soutenons les luttes de libération des peuples notamment les peuples palestinien et d'Afrique du Sud, et militons pour la paix et le désarmement dans le Monde .

Chers Camarades,

Recevez encore une fois nos félicitations chaleureuses à l'occasion de votre historique Congrès fondateur et notre solidarité fraternelle avec vos luttes .

Vive la lutte des travailleurs turcs.

Vive la Parti Communiste Unifié de Turquie .

Vive l'amitié entre les peuples turc et Marocain .

Vive la solidarité internationaliste .

Le Comité Central du P.P.S.



Déclaration du Comité Central du Parti
Populaire Révolutionnaire Lao.

Référence: Protestation contre l'arrestation du Camarade Haydar Kutlu, Secrétaire Général du Parti Communiste de Turquie et du Camarade Nihat Sargin Secrétaire Général du Parti ouvrier de Turquie et l'exigence de leur libération.

Le Comité Central du Parti Populaire Révolutionnaire lao s'est informé de l'arrestation du Secrétaire général du Parti Communiste de Turquie, Cam. Haydar Kutlu et du Secrétaire général du Parti Ouvrier de Turquie, Cam. Nihat Sargin, du moment de leur retour à Ankara, ce afin d'unir légalement et officiellement ces deux partis en un seul parti. L'arrestation et la condamnation pénale à prison de ces deux dirigeants par le tribunal du gouvernement de la Turquie auxquelles ils ont été torturés, constituent une violation flagrante des droits de l'homme et un acte portant gravement atteint à la démocratie de la part des autorités au pouvoir en Turquie.

A cet effet le comité central du Parti Populaire révolutionnaire lao exprime sa protestation contre ces mesures de jugement et de condamnation à l'égard de ces deux hommes politiques et exige leur libération immédiate, ainsi que celle d'autres combattants, accusés en même temps qu'eux, car cela est contraire au droit international et aux droits de l'homme.

Le Parti Populaire Révolutionnaire lao soutient la juste lutte des communistes et ouvriers, de la classe ouvrière et des travailleurs de la Turquie, contre l'exploitation, l'oppression et la menace de la part des autorités au pouvoir en Turquie, pour la liberté, la démocratie ainsi que la libération d'eux mêmes.



Schweiz - Suisse - Svizzera:
Rue du Vieux-Billard 25 - 1205 Genève - Tél. (022) 28 11 40

Briefadresse - Adresse postale - Indirizzo postale:
Case postale 232 - 1211 Genève 8

Postcheckkonto - Compte de chèques postaux - Conti correnti postali
12-3363-3 - Genève

An den Präsidenten der
Vereinigten Türkischen Kommunistischen
Partei, Nihat Sargin, und den
Generalsekretär, Haydar Kutlu

Genf, 1. November 1988

Lieber Genosse Sargin,

Lieber Genosse Kutlu,

zunächst möchten wir Euch unsere besten Wünsche zu Eurer Wahl als Präsident und Generalsekretär der Vereinigten Türkischen Kommunistischen Partei übermitteln. Wir sind davon überzeugt, dass die organisatorische Vereinigung der Kommunisten der Bewegung neue Impulse geben und sie stärken wird. Dass Ihr mit Eurem mutigen Schritt der Rückkehr die Demokratiefrage in Eurer Heimat so unmissverständlich auf die Tagesordnung gebracht habt, gereicht Euch und Eurer Partei - die untrennbar mit diesem Schritt verbunden ist - zur Ehre.

Dennoch, seit Eurer Verhaftung bei der Rückkehr aus dem Exil vor rund einem Jahr, mischt sich in unsere Hochachtung auch die Sorge um Euch. Wir haben Kenntnis von Euren Haftbedingungen und können Euer Leiden erahnen. Unsere Genossinnen und Genossen nehmen Anteil an dem was Euch, aber auch tausenden anderer Patrioten in den Gefängnissen der Türkei widerfährt.

Wir schämen uns der skrupellosen Geschäfte des Schweizer Kapitals mit den Profiteuren Eurer Unterdrückung und verurteilen die kritiklose Haltung der Schweizer Regierung gegenüber den Machthabern in Ankara.

Wenn Ihr in den nächsten Tagen vor Gericht stehen werdet, könnt Ihr auf unsere solidarische Verbundenheit zählen. Wir haben mit Euch die Gewissheit, dass eines Tages die Verhältnisse richtiggestellt werden, dass nicht die Verteidiger der Demokratie angeklagt werden sondern die, welche sie mit Füßen treten. Doch bis es soweit ist, bleibt ein langer und schwerer Weg zu gehen. Auf diesen Weg wünschen wir Euch viel Kraft und Zuversicht.

Mit brüderlichen Grüßen

für das ZK der PdAS

Jean Spielmann
Jean Spielmann

Generalsekretär und Mitglied
des Parlamentes

KOMMOYNISTIKO KOMMA ELLADAS
ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ
COMMUNIST PARTY OF GREECE
CENTRAL COMMITTEE

ΛΕΩΦ. ΗΡΑΚΛΕΙΟΥ 145 142 31 N. IONIA • 145 ΛΕΩΦ. ΙΡΑΚΛΙΟΥ 142 31 N. IONIA
TEL • 25.23.543 25.22.525 • TELX 225402 KKE GR



Translation

To
Comrade Nihat Sargin
President of the United
Communist Party of Turkey

12 October 1988

Dear Comrade Nihat Sargin,

On the occasion of your election to the post of President of the United Communist Party of Turkey, the CC of the Communist Party of Greece sends you warm congratulations and best wishes for every success in your work.

Calling for the immediate and unconditional release of yourself and of all the political prisoners in Turkey, we assure You of the CPG's consistent solidarity with your fight for democracy in Turkey, for the legalisation and the free activity of the UCPT, with your fight for the withdrawal of Turkey from the bonds of dependence on the USA, for social progress and socialism.

Dear Comrade, we wish the fraternal links of friendship and solidarity between the communists of Greece and Turkey, to be strengthened and reinforced consistently, to the benefit of our two Parties and peoples, as well as of the cause of peace and cooperation in the region.

THE CENTRAL COMMITTEE OF THE
COMMUNIST PARTY OF GREECE.

KOMMOYNISTIKO KOMMA ELLADAS
ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ
COMMUNIST PARTY OF GREECE
CENTRAL COMMITTEE

ΛΕΩΦ. ΗΡΑΚΛΕΙΟΥ 145 142 31 N. IONIA ■ 145 LEOF. IRAKLIOU 142 31 N. IONIA
TEL 25.23.543 25.22.525 ■ TELX 225402 KKE GR



Translation

To
Comrade Haydar Kutlu
General Secretary of the
United Communist Party of Turkey

12 October 1988

Dear Comrade Haydar Kutlu,

On the occasion of your election to the post of General Secretary of the United Communist Party of Turkey, the CC of the Communist Party of Greece sends you warm congratulations and best wishes for your immediate and unconditional release.

We assure you, dear Comrade, that the CPG stands at the UCPT's side, in its fight for the full restoration of democratic and trade-union freedoms in Turkey, the release of all the political prisoners and the legal activity of your Party.

We believe that the further development of the links of friendship and solidarity between the communists of Turkey and Greece, is to the benefit of the friendship of our two peoples and the cause of peace in the region.

Dear Comrade, we wish every success to your Party's struggle for democracy, social progress and socialism.

With comradely greetings

THE CENTRAL COMMITTEE OF THE
COMMUNIST PARTY OF GREECE

Danimarka Komünist Partisi
Merkez Komite Sekreterliği

Kopenhag, 13/10-88

Türkiye Birleşik Komünist Partisi
Genel Başkanı Nihat Sargın ve
Genel Sekreteri Haydar Kutlu'ya,

Değerli yoldaşlar,

Danimarka Komünist Partisi, merkez komitesi ve tüm danimarkalı komünistler adına, Türkiye Birleşik Komünist Partisinin kurulmasıyla ulaşılmış olduğunuz büyük sonuç dolayısıyla sizleri içten kutlarız.

Yeni birleşik partinin kurulması, türkiyeli komünistlerin ve işçilerin hem Türkiye'de hem de yurt dışında büyük güçlükler altında yorulmadık yürüttükleri mücadelenin sonucudur. Bu nedenle partinin kurulmasını büyük bir başarı olarak selamlıyoruz.

Türk hükümeti tarafından haksız olarak hapiste tutulan, partinin yeni seçilen başkan ve genel sekreterini özel olarak kutlarız. Nihat Sargın ve Haydar Kutlu, sizleri kardeşçe selamlar, ülkemizde davanız etrafında dayanışma çalışmalarımıza devam edeceğimize söz veriniz. Danimarkadaki geniş ilerici çevreler, bu davanın çağımızdaki en anti demokratik davalardan biri olduğunu kabul ediyorlar.

Yeni partinize ve tüm Türkiye halkına, Türkiyedeki demokrasi ve Türkiye Birleşik Komünist Partisinin legalleşmesi mücadelesinde yeni başarılar dileriz.

Bizler, Türkiye'deki durum, sizlerin mücadelesi ve başarılarınız hakkında Danimarka'yı bilgilendirmeye devam edeceğiz ve aktif dayanışma çalışmalarının daha da ilerlemesi ve genişlemesi için elimizden geleni yapacağız.

Yoldaşça selamlarla
Danimarka Komünist
Partisi başkanı

Ole Sohn

TELEGRAMME DE FELICITATION

AU CAMARADE NIHAT SAGUIN,
PRESIDENT DU PARTI COMMUNISTE
TURC UNIFIE

CAMARADE HAYDA COUTLOU,
SECRETAIRE GENERAL DU CC CU
PARTI COMMUNISTE TURC UNIFIE

A l'occasion de Votre élection au poste de président
et secrétaire général du Comité central du Parti com-
muniste turc unifié, du nom du Comité central du Parti
communiste du Vietnam et de mon nom personnel, je Vous
adresse les meilleures félicitations.

Je Vous souhaite de bonne santé, de grands succès
dans Votre activité très responsable.

Hanoi, le 21 novembre 1988

NGUYEN VAN LINH
SECRETAIRE GENERAL DU COMITE
CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DU VIETNAM

881022 12.43 *
524314 C# 13
52266A SF BG
ZCZC 1036 GVB093 DNTW40 TN298
HANOI 109/105 22 0800

AMBASSADE
VIETNAM A SOFIA

DENGHI XACDINH NEU DUNG TEN 2 DONGCHI DUOCBAU
THI TRAO DIENMUNG SAU CHOBAN
PHAMCONGKHANH
DIENMUNG

HANOI NGAY 21 THANG 10 NAM 1988
KINHGUI DONGCHI NI-HAT-XA-GIN
CHUTICH DONG CHI HAYDA CUT-LU TONG BITHU
BAN CHAPHANH TRUNGUONG DANG CONGNHAN
THONGNHAT THONHIKY
NHANDIP CAC DONGCHI DUOC BAU LAM CHU TICHVA

COL 2 21 10 1988

PAG2/55

TONG BITHU
BAN CHAPHANH TRUNGUONG DANG CONGSAN THONGNHAT THONHIKY
THAYMAT BAN CHAP HANH TRUNGUONG DANG CONGSAN VIETNAM VA
NHANDANH CANHAN TOI XINGUI DEN CAC DONGCHI LOI CHUCMUNG
TOTDEP NHAT
CHUCCAC DONGCHI DOIDAO SUCKHOE VA GIANHHNIEU THANGLOI
TOLON TRONG NHIEMVU DAY TRONGTRACH CUAMINH
XINGUI CAC DONGCHI LOICHAO CONGSAN
NGUYENVANLINH TONG BITHU BAN CHAPHANH TRUNGUONG
DANG CONGSAN VIETNAM

COL NIL

An den

Vorsitzenden der Vereinigten
Kommunistischen Partei der Türkei

Genossen Nihat Sargin

Generalsekretär der Vereinigten
Kommunistischen Partei der Türkei

Genossen Haydar Kutlu

A n k a r a

Lieber Genosse Nihat Sargin!

Lieber Genosse Haydar Kutlu!

Mit Freude und solidarischer Verbundenheit haben wir die Nachricht über die Durchführung des 1. Parteitages der Vereinigten Kommunistischen Partei der Türkei erhalten. Die Vereinigung der Kommunistischen Partei der Türkei und der Türkischen Arbeiterpartei ist ein Ereignis von historischer Tragweite im Leben der kommunistischen Bewegung Eures Landes. Wir sind überzeugt, daß dieser Schritt dazu beitragen wird, das Zusammenwirken aller politischen Kräfte zu fördern, die für Frieden, Demokratie und sozialen Fortschritt in der Türkei eintreten.

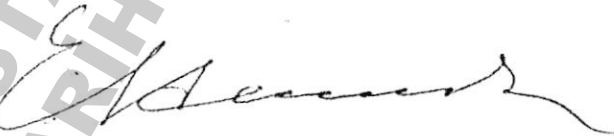
Im Namen des Zentralkomitees der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands und in meinem eigenen Namen übermittle ich Euch, liebe Genossen Nihat Sargin und Haydar Kutlu, zu Eurer Wahl zum Vorsitzenden bzw. zum Generalsekretär herzliche Glückwünsche und brüderliche Kampfesgrüße.

Seid versichert, daß die Kommunisten der DDR auch künftig solidarisch an Eurer Seite stehen. Wir unterstützen die Forderung der internationalen Solidaritätsbewegung nach sofortiger Einstellung des gegen Euch geführten Gesinnungsprozesses, nach Freilassung aller politischen Gefangenen. Wir unterstützen den Anspruch Eurer Partei auf legale Tätigkeit sowie die Forderung nach freier Rückkehr aller politischen Emigranten in Eure Heimat.

Wir wünschen Euch beste Gesundheit und viel Erfolg in Eurem mutigen Kampf.

Mit kommunistischem Gruß

Zentralkomitee der Sozialistischen
Einheitspartei Deutschlands



E. Honecker
Generalsekretär

الحزب الشيوعي الاسرائيلي
اللجنة المركزية

شارع ماز ٦١ تلفون ٦١١٩٠٤
صندوق بريد ٢٦٢٠٥ تل ابيب ٦١٢٦٠



המפלגה הקומוניסטית הישראלית
הוועד המרכזי

רחוב מזאיה 61 טלפון 611904
ת.ד. 26205 תל-אביב 61260

COMMUNIST PARTY OF ISRAEL
CENTRAL COMMITTEE

TEL AVIV 61260, P.O.B. 26205, Phone: 611904
Cable Address: ISCOMPAR TELAVIVYAFO

10/10/1988

TO THE TURKISH EMBASSY
TEL-AVIV - ISRAEL

Sir,

The continued arrest and maltreatment of Nihat Sargin General secretary of the Workers Party of Turkey and Hayder Kultu General secretary of the Communist Party of Turkey is an arbitrary act which contradicts elementary human rights and basic principles of freedom of political activity.

Kindly convey to the Turkish government our deep concern and our strong protest against the continued arbitrary arrest of the two prominent political leaders in Turkey.

We vehemently demand their immediate release.

Central Committee
Communist Party of Israel



الحزب الشيوعي الاسرائيلي
اللجنة المركزية

شارع مازة ٦١ تلفون ٦١١٩٠٤
صندوق بريد ٢٦٢٠٥ نل اييب ٦١٢٦٠



המפלגה הקומוניסטית הישראלית
הוועד המרכזי

רחוב מזא"ה 61 טלפון 611904
ת.ד. 26205 תל-אביב 61260

COMMUNIST PARTY OF ISRAEL
CENTRAL COMMITTEE

TEL AVIV 61260, P.O.B. 26205, Phone: 611904
Cable Address: ISCOMPAR TELAVIVYAFO

Government of Turkey - Ankara

Sir,

Enclosed is the text of the letter we addressed to your Embassy here at the time of a demonstration in front of the Embassy, demanding the release of Nihat Sargin and Hayder Kultu.



Yours faithfully
Central Committee
Communist Party of Israel

Sevgili kardeşler, sevgili dostlar!

Uluslararası kadınlar gününde bütün kadınlara ve erkeklere bir dilekle sesleniyoruz. Nihat Sargın ve Haydar Kutlu'nun serbest bırakılmaları için harekete geçin.

Eşlerimizin tek "suçu" Türkiye'de legal bir komünist partisi kurmak istemek. Açıkça belirttikleri bu amaçla Kasım ayında yasal yollardan ve gönüllü olarak Türkiye'ye döndüler. Hemen gözaltına alınıp 19 gün ağır işkenceden geçirildiler. Her ikisi de 16 Kasımdan beri hapisteler. Şimdi haklarında dava açılacak. Ne Nihat Sargın, ne de Haydar Kutlu hakkında zorbalığa başvurdukları yolunda bir suçlama yapamıyorlar. Yalnızca politik fikirleri yüzünden uç aydan fazla bir zamandır hapiste tutuluyorlar.

Sargın ve Kutlu'nun isimleri Türkiye'deki binlerce politik tutukluyu sembolize ediyor. Bunların arasında çok sayıda kadın tutuklu var. Eğer yurt içindeki ve dışındaki demokratik kamuoyu eşlerimizin serbest bırakılmalarını sağlayabilirse, ülkemizde insan haklarının gerçekleştirilmesi yolunda bir adım da atılmış olacak.

Bulunduğunuz ülkedeki Türkiye Cumhuriyeti elçiliğine veya doğrudan doğruya Ankaraya, başbakan Turgut özal'a başvurun! Kutlu ve Sargın'ın hemen serbest bırakılmalarını isteyin!

Yıldız Sargın
(N. Sargın'ın eşi)

Çiçek Yağcı
(H. Kutlu'nun eşi)

Başvuru için adres: Sayın Turgut özal

Başbakanlık

A n k a r a - T ü r k i y e

Mrs. Yıldız Sargın and Mrs. Çiçek Yağcı, have appealed on the international day of women to all women and men to engage in activities to secure the release of their husbands from prison in Ankara. Mr. Nihat Sargın und Haydar Kutlu. The general secretaries of the Workers' Party of Turkey and the Communist Party of Turkey had returned to Turkey on November, the 16th. The appeal reads as follows:

"Dear sisters, dear friends,

On the this years international day of women, we want to call on all women and men with a request: Please demand the release of N. Sargın and H. Kutlu!

They are in prison since the November 16th. The only "crime" of our husbands is their intention to organize a legal communist party in Turkey.

Last November they returned with this openly declared intention to Turkey legally and voluntarily. Upon their arrival in Ankara, they have been immediately taken into custody and brutally tortured for 19 days. Now a trial is about to start. The authorities cannot accuse them of any acts of violence. They are being persecuted only because of their political convictions.

The names of Sargın and Kutlu are symbolic for the many thousands of political prisoners in Turkey, among them a great number of women. If the democratic public both in Turkey and abroad succeeds in achieving the release of our husbands, this would also mean a step towards the fulfillment of the human rights in our country.

Call upon the turkish embassies in your respective countries or directly upon the primeminister Turgut zal in Ankara. Demand the immediate release of Kutlu and Sargın!

Yıldız Sargın

Çiçek Yağcı

Liebe Schwestern, liebe Freunde!

Zum internationalen Tag der Frau wenden wir uns mit einer Bitte an alle Frauen und auch Männer. Setzt Euch für die Freilassung von Nihat Sargin und Haydar Kutlu ein!

Sie befinden sich seit dem 16. November 1987 in Haft. Ihre "Schuld" besteht darin, in der Türkei eine legale kommunistische Partei gründen zu wollen. Mit diesem erklärten Ziel sind sie im November freiwillig und legal in die Türkei zurückgekehrt. Sie wurden sofort festgenommen und 19 Tage lang brutal gefoltert. Jetzt soll ihnen der Prozeß gemacht werden.

Es wird ihnen keine Gewalttat vorgeworfen. Sie werden einzig und allein wegen ihrer Gesinnung angeklagt.

Die Namen von Sargin und Kutlu stehen symbolisch für tausende von politischen Gefangenen in der Türkei. Wenn es der demokratischen Öffentlichkeit im In- und Ausland gelingt, die Freilassung unserer Männer zu erwirken, wird das auch ein Schritt zur Verwirklichung der Menschenrechte in unserem Land sein.

Wendet Euch an die Botschaft der Türkei in Eurem Lande oder unmittelbar an den Ministerpräsidenten Turgut Özal in Ankara! Fordert die unverzügliche Freilassung von Kutlu und Sargin!

Yıldız Sargin
(Frau von N. Sargin)

Çiçek Yağcı
(Frau von H. Kutlu)

1.

Kralice

Başbakan :

Her Majesty Queen Elizabeth II	(The Right Honourable Margaret Thatcher, MP)
Buckingham Palace	(Prime Minister)
London	(10 Downing Street)
United Kingdom	(London)
	(United Kingdom)

, 198..

Dear Sir, (Madam.)

Encouraged by your commitment to human rights and democracy, I appeal to you about a serious matter concerning my husband Dr. Nihat Sargin, who is the General Secretary of the Workers' Party of Turkey.

On 16 November 1987, my husband left Brussels, where he had been living as a political refugee, to return to Turkey with the aim of making his contribution to the democratisation of our country. As soon as he got out of the airplane at Ankara Esenboga Airport, however, he was detained, blindfolded and handcuffed, and taken away by the officers of the political police. I could not hear from him since then.

Dr. Nihat sargin has been active in Turkey's political life since 1950, always ardously advocating human values, human rights and democracy.

As I am well aware of the torture applied by the police since the military coup of September 12, 1980 in Turkey, I lived in deep worries throughout the detention period, thinking of the possibility of my husband being tortured. The authorities informed the public that my husband was being kept in a luxurious room, having every comfort. They even passed some photographs onto the press. Although such news consoled me a little, they did not remove my worries altogether. The idea of one's closest person suffering ill-treatment is appalling.

Unfortunately, my worries have later been justified by press reports that my husband, while being taken to the special State Security Court, shouted towards the crowd of lawyers and journalists that he was tortured -upon which he was harassed by the police there and then-, and by his more detailed explanation of the torture inflicted on him at his first meeting with his lawyers. Two of the lawyers who came to meet with him have also been detained by the

police. The defence lawyers are denied access to my husband's file on the pretext that "investigation is still going on". Now, I am not just in worry but in fear. The statement that "investigation is still going on" implies in Turkey the possibility of the detainee being taken back to the police for further interrogation, i.e. torture.

How on earth all this can be done to a 61-years-old man who furthermore, have been opposed to all forms of repression and violence throughout his political as well as personal life (and I can confirm this as the person closest to him at least for the 33 years of our marriage)?

I am now worried that my husband can any moment be subjected to torture again. Yet he has returned to our country, which he loved so much, on his own will. Therefore, the possibility of his escape from the country is out of the question. Despite this they put him behind iron bars. We have no guarantee. His right to defence has been usurped. How can the lawyers who themselves are also threatened and oppressed and who are even denied access to the file make defence?

I think the only way to save Nihat from further torture is his release, and I am appealing to you, as a last chance, to use your good offices to influence the Turkish authorities.

I do hope that you can help me in securing my husband's release and his right to a defence in conditions free from oppression.

Yours faithfully,

Mrs. Yıldız Sargin

11.12.1987

Encouraged by your commitment to human rights and democracy, I appeal to you about a serious matter concerning my husband Dr Nihat Sargin, who is the General Secretary of the Workers' Party of Turkey.

On 16 November 1987, My husband left Brussels, where he had been living as a political refugee, to return to Turkey with the aim of making his contribution to the democratisation of our country. As soon as he got out of the airplane at Ankara Esenboga Airport, however, he was detained, blindfolded and handcuffed and taken away by the officers of the political police. I could not hear from him since then.

Dr Nihat Sargin has been active in Turkey's political life since 1950, always ardously advocating human rights and democracy.

As I am well aware of the torture applied by the police since the military coup of September 12, 1980 in Turkey, I lived in deep worries throughout the detention period, thinking of the possibility of my husband being tortured. The authorities informed the public that my husband was being kept in a luxurious room, having every comfort. They even passed some photographs onto the press. Although such news consoled me a little, they did not remove my worries altogether. The idea of one's closest person suffering ill-treatment is appalling.

Unfortunately, my worries have later been justified by press reports that my husband, while being taken to the special State Security Court, shouted towards the crowd of lawyers and journalists that he was tortured- upon which he was harassed by the police there and then-, and by his more detailed explanation of the torture inflicted on him at his first meeting with his lawyers. Two of the lawyers who came to meet with him have also been detained by the police. The defence lawyers are denied access to my husband's file on the pretext that "investigation is still going on". Now, I am not just in worry but in fear. The statement that "investigation is still going on" implies in Turkey the possibility of the detainee being taken back to the police for further interrogation i.e. torture.

How on earth all this can be done to a 61-years-old man who, furthermore, have been opposed to all forms of repression and violence throughout his political as well as personal life (and I can confirm this as the person closest to him at least for the 33 years of our marriage)?

./..

I am now worried that my husband can any movement be subjected to torture again. Yet he has returned to our country, which he loved so much, on his own will. Therefore, the possibility of his escape from the country is out of the question. Despite this they put him behind iron bars. We have no guarantee. His right to defence has been usurped. How can the lawyers who themselves are also threatened and oppressed and who are even denied access to the file make defence?

I think the only way to save Nihat from further torture is his release, and I am appealing to you, as a last chance, to use your good offices to influence the Turkish authorities.

I do hope that you can help me in securing my husband's release and his right to a defence in conditions free from oppression.

Yours faithfully,

Mrs. Yıldız Sargın



TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA KURUMU
TÜSTAV

Liebe Freunde

Die Generalsekretäre der Arbeiterpartei der Türkei (TIP) und der Kommunistischen Partei der Türkei (TKP) werden am 16. November 1987 in die Türkei zurückkehren. Sie haben sich zu diesem Schritt entschlossen, obwohl ihre Parteien in der Türkei verboten sind und ihre Mitglieder verfolgt werden.

Wie Sie vielleicht der Presse entnommen haben, werden sich beide Parteien in Kürze unter dem Namen "Vereinigte Kommunistische Partei der Türkei" vereinigen. Die Rückkehr soll die Entschlossenheit der neuen Partei dokumentieren, von Anfang an legal zu arbeiten. Es liegt ~~xxx~~ an der Regierung, wenn dies nicht möglich sein wird.

Wie Sie sicher wissen, wird das seit 1922 bestehende Verbot der KP in der Türkei gegen alle demokratischen Kräfte (jüngste und bekannteste Beispiele sind der Gewerkschaftsbund DİSK und die Friedensbewegung) eingesetzt. Es ist an der Zeit, dass dieses Verbot, das die gesamte politische Atmosphäre unseres Landes vergiftet, aufgehoben wird. ~~xx~~ Dies wäre ein wichtiger Schritt für die Demokratisierung der Türkei.

Die Reaktion der Özal Regierung wird in starkem Masse von der Haltung der europäischen Öffentlichkeit abhängen. Eine Gruppe von Persönlichkeiten fliegen mit den beiden Generalsekretären nach Ankara, um damit ihrem Wunsch für eine demokratische Türkei Nachdruck zu verleihen.

Wir möchten Sie bitten, ebenfalls einen Vertreter oder ein Mitglied Ihrer Gruppe ~~xxxxxxxx~~ mitzuschicken.

Diesen Brief schicke ich Ihnen in meiner Eigenschaft als verantwortlicher des Informationszentrums BEM in Duisburg, im Auftrag der beiden Parteien. Für weitere Informationen stehen wir Ihnen zur Verfügung.

Mit besten Grüßen

7.5.1988

Dear Lina,

Below you find the draft of the answer to the ambassador. I am sorry to have let you wait that long. I hope you can still use it.

Yours,
Ali Söylemezoglu

Sehr geehrter Herr Botschafter

Wir antworten mit einiger Verspätung auf Ihren Brief vom 21. März 1988, weil wir unseren Standpunkt an Hand von Dokumenten erläutern wollten. Insbesondere haben wir auf die Übersetzung der Anklageschrift gegen Kutlu und Sargin warten müssen.

Sie schreiben, dass Kutlu und Sargin nicht gefoltert worden sind. Das ist die Antwort, mit der die türkische Regierung (wie alle türkischen Regierungen seit dem 12.9.1980) jedem Foltervorwurf begegnet. Seit Jahren wird von den offiziellen Vertretern Ihres Landes bestritten, dass es in der Türkei systematische Folter gibt. Diesbezügliche Berichte werden, genauso wie Sie es getan haben, als böswillige Propaganda abgetan.

Es gibt jedoch renommierte internationale Organisationen, die seit Jahren detaillierte Berichte über die Folterpraxis der türkischen Sicherheitsorgane vorlegen. So heisst es in dem jüngsten Bericht der "Helsinki Watch" (USA):

"For some years now, Turkish authorities have claimed that torture is no longer used in Turkey, except for an occasional case of police brutality. But Helsinki Watch, in all of its previous reports on Turkey, has found torture to be widespread and common. Unfortunately, this remains the case: on our recent visit we were forced to conclude that torture is still practiced in Turkey on a large scale.

Virtually everyone with whom we discussed torture -- with the exception of a Foreign Ministry official and the deputy chairman of the Motherland Party -- told us that torture continues in Turkey; many believe that it is a deliberate policy of the government."¹ Zu einem ähnlichen Ergebnis kommt Amnesty International in Bericht 1987.² Ihnen sind wahrscheinlich auch die besonderen Berichte bekannt, die Amnesty International über die Folterpraxis in der Türkei veröffentlicht hat.

Darüber hinaus gibt es auch zahlreiche Berichte, die in den letzten Jahren in der Türkei vorgelegt worden sind. Da Ihnen die türkische Presse (insbesondere die Zeitschriften "Yeni Gundem", "Nokta", "2000'e Dogru" und die Zeitungen Cumhuriyet und Milliyet) bekannt sein muss, begnügen wir uns

¹ State of Flux. Human Rights in Turkey. A Helsinki Watch Report. Washington 1987, S. 53

² Amnesty International Jahresbericht 1987. Frankfurt am Main 1987, S. 441

damit, auf zwei Listen hinzuweisen. Wir meinen zum einen die "Liste der durch Folter ermordeten Bürger", die von der Vereinigung für Menschenrechte am 12.2.87 in Ankara der Öffentlichkeit übergeben wurde. In dieser Liste sind, wenn man noch den Nachtrag im April 1987 berücksichtigt, insgesamt 160 Todesfälle seit dem 12.9.1980 dokumentiert. Zweitens möchten wir Sie an die Liste von 253 unter Folter getöteten bzw. verschwundenen Personen erinnern, die von dem Generalsekretär der SHP, Herrn Abgeordneten Fikri SAGLAR zusammengestellt und 1987 dem Parlament vorgelegt worden ist. Uns ist es nicht bekannt, dass die zuständigen Stellen in der Türkei die Vorwürfe in diesen Dokumenten entkräftet hätten. Sind Sie in der Lage, uns eine Stellungnahme zu diesen Listen zukommen zu lassen?

Sie weisen darauf hin, dass die türkische Regierung die Folterkonvention unterschrieben hat. Das ist sicherlich zu begrüßen. Doch gibt es leider Hinweise, dass allein damit die Folterungen nicht verhindert werden können. So hat z.B. nach türkischen Presseberichten (siehe Cumhuriyet vom 30.12.1987) das 1. Strafgericht von Ankara nach der Unterzeichnung dieser Konvention als Urteil verkündet, dass gewöhnliche Prügel nicht als Folter aufgefasst werden darf! Nach der bemerkenswerten Auffassung der Richter kann man nur von Folter sprechen, wenn Arbeitsunfähigkeit für mindestens 10-15 Tage nachgewiesen werden kann.

Diese Tatsachen machen es leider unmöglich, die Foltervorwürfe gegen die türkische Polizei als böswillige Propaganda abzutun.

Auch im Fall von Sargin und Kutlu ist es der türkischen Regierung nicht gelungen, die Foltervorwürfe zu entkräften. Insbesondere stehen folgende Fragen weiterhin offen:

- 1.) Warum wurden beide Politiker 19 Tage lang unter Bruch der Verfassung von der Aussenwelt isoliert?
- 2.) Warum durften selbst Abgeordnete des Europaparlaments Sargin und Kutlu nicht sprechen?
- 3.) Warum hat die özal-Regierung sich geweigert, die Europäische Konvention zur Verhinderung von Folter zu unterschreiben, solange Kutlu und Sargin noch verhört wurden?
- 4.) Wieso dürfen Geständnisse gerichtlich verwertet werden, auch wenn sie unter Folter erpresst wurden und von den betreffenden widerrufen werden?

Sehr geehrter Herr Botschafter,

In Ihrem Brief betonen Sie, dass das Vorgehen der türkischen Behörden gegen Sargin und Kutlu gesetzlich sei. Erlauben Sie, dass wir diesbezüglich einige Fragen stellen:

1.) Warum wurden Sargin und Kutlu 19 Tage lang festgehalten und verhört, ohne dass sie einem Richter vorgeführt worden wären? Artikel 19, Absatz 6 der türkischen Verfassung schreibt vor, dass festgenommene Personen "spätestens innerhalb von achtundvierzig Stunden und bei gemeinschaftlich begangenen Straftaten innerhalb von höchstens fünfzehn Tagen dem Richter vorgeführt" werden müssen. Bekanntlich wurden Kutlu und Sargin am 16.11.1987 festgenommen und am 5.12.87 einem Richter vorgeführt und verhaftet. Wie können Sie angesichts dieses klaren Verfassungsbruchs von Gesetzlichkeit sprechen?

2.) Sargin und Kutlu wurden noch auf dem Flugfeld festgenommen und mit verbundenen Augen zum Polizeihauptquartier

gefahren. Welches türkische Gesetz schreibt vor, dass festgenommenen Personen die Augen verbunden werden? Können Sie uns ein anderes europäisches Land nennen, in dem eine solche Praxis existiert?

3.) Sargin und Kutlu wurden unter dem Bruch der Verfassung 19 Tage lang verhört. Dabei hat man ihnen auch jegliche Kontaktaufnahme mit ihren Rechtsanwälten verweigert. Es ist in allen europäischen Ländern üblich, dass Festgenommene sofort Anspruch darauf haben, einen Rechtsanwalt zu sehen. Sie haben auch das Recht, jegliche Aussage zur Sache zu verweigern bzw. nur auszusagen, wenn ein Rechtsanwalt zugegen ist.

Nach unseren Informationen gibt es auch in der Türkei kein Gesetz, das den Zugang von Rechtsanwälten zu den Festgenommenen ausdrücklich verbietet. Mit welcher gesetzlichen Grundlage wurde der Zugang von Anwälten zu den beiden Politikern verhindert?

Sehr geehrter Herr Botschafter,

Sie schreiben, dass in der Türkei die kommunistische Partei gesetzlich verboten ist und dass Kutlu und Sargin aufgrund dieser Gesetze festgenommen worden seien.

Es ist uns bekannt, dass es in dem türkischen Strafgesetzbuch Paragraphen gibt, die aus dem Strafgesetzbuch Mussolini Italiens übernommen und im Laufe der letzten fünfzig Jahre mehrfach verschärft worden sind.

Doch selbst die Existenz solcher Gesetze kann nicht als Rechtfertigung für die Art und Weise dienen, mit der Kutlu und Sargin von den türkischen Behörden behandelt worden sind.

Um die Anwendung der bestehenden Gesetze zu sichern, hätte es genügt, wenn gegen beide ein Verfahren eröffnet worden wäre. Warum ist es aber notwendig, zwei Personen, die legal, freiwillig und in aller Öffentlichkeit in ihre Heimat zurückkehren und die lediglich wegen ihrer politischen Ansichten verfolgt werden, noch auf dem Flugfeld festgenommen und mit Handschellen und verbundenen Augen abtransportiert werden? Warum ist es notwendig, sie zu verhaften und monatelang im Gefängnis zu halten? Von einer Fluchtgefahr zu sprechen wäre absurd. Denn die beiden sind schliesslich freiwillig gekommen. Die türkische Regierung kann sich nicht auf die Gesetze berufen, um diese Vorgehensweise als richtig darzustellen.

Nun zu den Gesetzen, von denen Sie sprechen. Zunächst müssen wir Sie an einen wichtigen Aspekt der modernen Rechtsauffassung erinnern, die auch Ihnen bekannt sein dürfte.

Seit 1948 vertritt die internationale Gemeinschaft den Standpunkt, dass es nicht genügt, auf bestehende Gesetze hinzuweisen, um staatliche Massnahmen zu rechtfertigen. Vielmehr kommt es darauf an, ob die zitierten Gesetze bestimmten Mindestanforderungen genügen, wie sie in der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte dargelegt worden sind. Im Falle der Türkei sind auch die Europäische Menschenrechtskonvention und die Schlussakte von Helsinki völkerrechtlich verbindliche Dokumente, die nicht verletzt werden dürfen.

Wie Sie sicher wissen, spielte insbesondere die Erfahrung mit den faschistischen Verbrechen beim Zustandekommen der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte eine wichtige Rolle. Bekanntlich waren alle Verbrechen der Nazis "gesetzlich" in dem Sinne, dass sie im Einklang mit den damals geltenden Gesetzen des III. Reiches waren. Deswegen ist es notwendig, bestehende Gesetze hinsichtlich ihrer Vereinbarkeit mit den Menschenrechten zu prüfen.

Wenn wir nun die in Frage kommenden Paragraphen des türkischen Strafgesetzbuches (und leider auch einer Reihe von anderen türkischen Gesetzen) in diesem Sinne untersuchen, müssen wir feststellen, dass sie eine klare Verletzung der Menschenrechte darstellen. Insbesondere möchten wir unterstreichen, dass die Paragraphen 141 und 142, die auch im Falle von Kutlu und Sargin angewandt werden, mit den Artikeln 9, 10 und 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention nicht zu vereinbaren sind. Diese Einschätzung wird von zahlreichen international bekannten Experten vertreten. Sie wissen sicher auch, dass die grösste türkische Oppositionspartei, die sozialdemokratische SHP, mit der gleichen Begründung eine Änderung dieser Paragraphen fordert. Der gleichen Meinung ist auch Bülent Ecevit, der frühere Ministerpräsident der Türkei. Amnesty International hat in ihrem Rundschreiben vom 25.3.87 insbesondere auf die Paragraphen 141 und 142 (und auch 163, doch der letztgenannte steht nicht im Zusammenhang mit Kutlu und Sargin) hingewiesen und betont, dass diese die Artikel 9, 10 und 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention verletzen.

Die Anklageschrift im Prozess gegen Kutlu und Sargin bestätigt diese Einschätzungen voll und ganz. Auf Seite 14 heisst es dort ausdrücklich, dass Kutlu und Sargin wegen ihrer kommunistischen Gedanken verurteilt werden sollen. Der gleiche Standpunkt wird von dem Staatsanwalt immer wieder vorgetragen. Können Sie, Herr Botschafter, angesichts dieser Umstände mit gutem Gewissen behaupten, dass in der Türkei die Gedanken- und Meinungsfreiheit gewährleistet ist?

Auf Seite 118 der Anklageschrift wird ausdrücklich erklärt, dass die beiden Politiker aufgrund des Paragraphen 142 Absatz 3 verurteilt werden sollen, weil sie von der Existenz des kurdischen Volkes in der Türkei gesprochen haben! Das blosses Aussprechen einer Tatsache, die die ganze Welt weiss, ist also strafbar! Was sind das für Gesetze Herr Botschafter, auf die Sie sich berufen?

Kürzlich wurde Herr Mehdi Zana, der demokratische gewählte und von den Militärs abgesetzte Bürgermeister von Diyarbakir, auf Beschluss des Richters von dem Gerichtssaal verwiesen, allein weil er seine Verteidigung auf kurdisch, d.h. in seiner Muttersprache vorzutragen versuchte. Was würden Sie sagen, wenn das gleiche einem Türken in Belgien passieren würde?

Die Türkei ist Mitglied des Europarates. Sie hat die Vollmitgliedschaft in der Europäischen Gemeinschaft beantragt. Sie hat die Europäische Menschenrechtskonvention und die Schlussakte von Helsinki unterschrieben. Die offiziellen Vertreter ihres Landes erklären immer wieder, dass sie für die pluralistische Demokratie sind. Das alles bedeutet eine Verpflichtung zur Einhaltung der Menschenrechte. Es ist keine Einmischung in die inneren Angelegenheiten Ihres Landes, wenn wir die Respektierung der Menschenrechte fordern.

5
Sehr geehrter Herr Botschafter,

Sie schreiben uns, dass die Regierung sich nicht in das Vorgehen des Staatsanwaltes oder des Staatssicherheitsgerichtes einmischen kann.

Nach unseren Informationen wird gegenwärtig von der Regierung eine umfangreiche Revision des türkischen Strafgesetzbuches vorbereitet. Die grösste Oppositionspartei, die SHP, hat ihre Entschlossenheit bekräftigt, durch eine Änderung der Paragraphen 141 und 142 das Verbot der kommunistischen Partei aufzuheben.

Ministerpräsident Özal verfügt über eine bequeme Mehrheit im Parlament. Anstatt auf die geltenden antidemokratischen Gesetze hinzuweisen, sollte die türkische Regierung im Zusammenarbeit mit der Opposition diese Ändern. Kutlu und Sargin sollten unverzüglich freigelassen werden.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMALARI
TÜSTAV

3 Ağustos 1988

Özgürlük Fransası Vakfı Başkanı

Sayın Danielle Mitterand'a

Sayın Danielle Mitterand,

Kendi adınıza ve başkanı bulunduğunuz özgürlük Fransası Vakfı adına eşlerimiz Türkiye İşçi Partisi Genel Sekreteri Nihat Sargın ile Türkiye Komünist Partisi Genel Sekreteri Haydar Kutlu (Nabi Yağcı) ve onlarla birlikte yargılanmakta olan yurtseverlerin yakınlarına gönderdiğiniz sempati mesajı bizi çok duygulandırdı.

Kutlu, Sargın ve arkadaşları aleyhine açılan dava devam ediyor. Savcı, kaba kuvvete dayanan hiç bir eylemle suçlayamadığı eşlerimiz için yarım yüzyıla varan hapis cezaları istedi. Çağdaş demokrasinin yolunu açan büyük Fransız Devriminin 200. yıldönümü yaklaşırken Türkiye'de insanların düşünceleri ve düşüncelerini açıklamaları nedeniyle yargılanmaları hem Türkiye, hem de Avrupa açısından göz yumulmaması gereken bir durumdur.

Duruşmaların gözlemciler tarafından izlenmesi Avrupa kamuoyunun ilgisini kanıtlaması açısından önem taşıyor. Bu nedenle Fransa özgürlükler Vakfının duruşmalara Fransadan gözlemcilerin yollanması için yaptığı yardıma özellikle teşekkür etmek isteriz.

Bir kaç gün sonra İnsan Hakları Bildirgesinin Ulusal Meclis tarafından kabul edilmesinin 199. yıldönümü. Yurdumuz Türkiye'de demokrasinin gerçekleşmesi için çalışırken insan haklarının yalnızca tek bir ulusu veya ülkeyi değil, bütün insanlığı ilgilendiren evrensel bir dava olduğunu iki asır önce ilan eden Fransız yurtseverlerinden de esinlendiğimizi bilmenizi isteriz. Yolladığınız mesaj günümüz Fransasında da demokrasiden yana insanların Türkiye'de insan hakları için verilen mücadele karşısında kayıtsız kalmadıklarını gösterdiği için büyük değer taşıyor. İnsan yalnız olmadığını bilirse zorluklara göğüs gerecek gücü kendinde bulabiliyor.

Size ve ailenize esenlik ve sorumlu görevlerinizde başarılar dileriz.

Saygılarımızla,

Yıldız Sargın

Ayşe Çiçek Yağcı

Gerektiğinde bize şu adres üzerinden ulaşabilirsiniz:

Ali Söylemezoglu
Moltkestr. 45
D - 4100 Duisburg 1
Telefax: 0203/339229
Telex: 855367

Türkiye Birleşik Komünist Partisi

Merkez Komitesi

United Communist Party of Turkey

Central Committee

12.5.1989

PCI
Central Committee
Via delle Botteghe Oscure 4
I - 00186 Roma

Dear comrade Massimo Micucci,

I am writing to you in order to give some information about the developments in Turkey and ask for your assistance. As you will remember, I phoned you today in the morning.

At the end of this month, probably on the 26th of May, there is going to be a meeting of the NATO Assembly in Turkey, in the mediterranean city ANTALYA. Parliamentarians from all NATO countries are going to attend this meeting.

In view of this, we ask you to inform the parliamentarians of the PCI, who are going to take part in this meeting, about the human rights abuses in Turkey. We would appreciate it, if the severe restrictions in the freedom of thought as exemplified in the case of Sargin and Kutlu, the still widespread practice of torture by the security forces, as well as all the other aspects of the human rights would be voiced in this meeting. I am sure that Mrs. Luciana Castellina, who visited Turkey a few weeks ago, would provide very valuable and up to date information about the situation.

I also include a short and by no means complete listing of recent incidents pertaining to human rights in Turkey.

With my best wishes and sincere greetings,

Ali Söylemezoglu

For communications
please use the following
address:

M. Güler
Postfach 130210
D - 4150 Krefeld
Federal Republic of Germany

PCI
Central Committee
Via delle Botteghe Oscure 4
I - 00186 Roma

12.5.1989

Dear comrade Massimo Micucci,

I am writing to you in order to give some information about the developments in Turkey and ask for your assistance. As you will remember, I phoned you today in the morning.

At the end of this month, probably on the 26th of May, there is going to be a meeting of the NATO Assembly in Turkey, in the mediterranean city Antalya. Parliamentarians from all NATO countries are going to attend this meeting.

In view of this, we ask you to inform the parliamentarians of the PCI, who are going to take part in this meeting, about the human rights abuses in Turkey. We would appreciate it, if the severe restrictions in the freedom of thought as exemplified in the case of Sargin and Kutlu, the still widespread practice of torture by the security forces as well as all the other aspects of the human rights would be voiced in this meeting. I am sure that Mrs. Castellina, who visited Turkey a few weeks ago, would provide very valuable and up to date information about the situation.

I also include a short and by no means complete listing of recent incidents pertaining to human rights in Turkey.

With my best wishes and sincere greetings,

Ali Söylemezoglu

For communications
please use the following address:

M. Güler
Postfach 130210
D - 4150 Krefeld
Federal Republic of Germany

A FEW EXAMPLES FOR HUMAN RIHGT'S VIOLATIONS IN THE LAST 4 MONTHS:

POLICE FIRES AT UNARMED DEMONSTRATORS AT MAY DAY

Istanbul: On the 1st of May several thousand workers demonstrated with the intention of celebrating the international May Day. Several trade unions had called for such a demonstration but had cancelled the celebration in the last moment, pointing to the severe pressure by the security forces: Heavily armed police detachments had surrounded the factories and the trade union buildings. Traffic on the bridges and main roads leading into the city had been interrupted.

The several thousand workers who wanted to go ahead with the demonstration in spite of the ban, were brutally attacked by the police. Hundreds of persons were clubbed and taken into custody. In one instance, police opened fire on the demonstrators who were trying to retreat, killing a young worker and wounding more than 20 persons. Initial claims, that the police had been fired at, could not be confirmed. In fact, the authorities had to admit, that the demonstrators did not have any arms.

The banning of the May Day demonstrations and the attacking of the demonstrators have been severely criticized by all the opposition parties.

FREEDOM OF PRESS SEVERELY LIMITED. DURING THE LAST 6 YEARS
CONFISCATION IN 458 CASES.

The persecution of the press, writers and journalists has continued under the Özal government. This fact has been documented by a survey published in the liberal Istanbul daily "Cumhuriyet" (25.2.89). The survey has been prepared by Mr. Süleyman SARILAR using the files of the Istanbul Attorney for Press and the Istanbul Court for State Security. Mr. SARILAR surveyed the period going back until December 27th, 1983 (this is the date when the first government of Mr. Özal got into office). In the five years thus covered:

- the confiscation of 458 publications has been ordered;
- in connection with these publications, trials against 2792 persons (writers, translators, journalists and publishers) had been opened;
- courts have passed verdicts, ordering the destruction of 368 different publications (some of these court verdicts were aimed at publications, which were confiscated before December 27, 1983);
- some of these 368 publications have been ground up into pulp at the paper factory of SEKA (this is the customary way of destroying publications in Turkey) in 1986, while about 40 tons are being kept in the basements of the Justice Department in order to be sent to the paper factory.

The 458 confiscation orders cited above related to 76 books, 11 encyclopedias, 96 political magazines, 55 weekly magazines, 79 "immoral" sex-magazines, 14 music cassetts, 4 video cassetts, 5 post cards and calendars, 64 daily newspapers (issues), 48 weekly newspapers, 1 telephone directory and 5 atlas.

The distribution of the court verdicts for destruction is as follows: 139 books, 5 atlas and encyclopedias, 88 political magazines, 54 magazines, 63 weekly newspapers, 1 telephon directory, 4 music cassetts, 4 video cassetts and 10 daily newspapers.

Since December 27, 1983 a total of 1881 trials (because of the publications listed above) against 2792 persons were opened. As a whole, prison terms of about 2000 years and several billions of Turkish Pounds fines were given. The prison terms given (because of publications) since the military takeover in 1980 sum up to a total of about 5000 years. At the moment there are 26 editors in prison.

ISTANBUL: POLICE KEPT 6.YEARS OLD BOY FOR 67 HOURS IN CUSTODY

On Sunday, 19th of March, the police surrounded the bureau of the magazine "ADIMLAR" in Bakirköy (Istanbul) and put all persons who happened to be in the bureau under police custody. Since a big election meeting of the socialdemocrat SHP had taken place in the vicinity and many of the participants dropped in at the bureau after the meeting, a total of 62 persons were brought to the headquarters of the political police.

Among these was also Utku ÇAKIR, A six years old boy, together with his mother. Utku and his mother, along with the other detainees, spent 67 hours in the basement of the political police. After his release, Utku told the journalists that he had been very hungry all the time. The police did not even care to provide some food to the detainees. (This incident has been reported by HÜRRIYET, 24.3.89)

KURDISH VILLAGERS FORCED TO EAT HUMAN EXCREMENTS!

The Kurdish villagers of the small village YESILYURT (close to the Iraki border) have supported with their testimonies the allegation of torture against the military units operating in the area. The villagers told the investigators of the Ministry of the Interior, that in January YESILYURT had been surrounded and searched by a military detachment. In the course of the interrogations they have been beaten up indiscriminately. Afterwards the commanding major forced the villagers at gunpoint to eat human excrements.

The reports about this incident have first been met with strict denials by the authorities. But pressure from the public was strong enough to enforce an investigation. So far, all the testimonies support the allegations. The major mentioned above is still commanding the unit operating in the region. His officers have been

harassing the villagers and even threatened to shoot the journalists who had been reporting about the affair.

So far the district attorney, who is in charge for a penal case has not shown any inclination to start such an investigation.

IZMIR: A 15 YEARS OLD BOY HAD TO SPEND 87 DAYS IN PRISON BECAUSE OF "COMMUNIST PROPAGANDA"

A 15 years old school boy (Melih CALAYOGLU) who had dared to write communist slogans into his school books and on his bench has been kept in prison for 87 days. The school director had notified the political police. A court trial which can end with a prison term of ten years is going on. After his release, the court decided that the boy should go through a psychological test. For this, Melih was brought to a special institute in Istanbul where he was forced to stay for another month. He was not even allowed to see his mother. The mother (Cavidan AVCI) attempted suicide but was rescued at the last moment.

TORTURERS ARE BEING ENCOURAGED!

Mr. Turgut KAZAN, chairman of the Bar of Istanbul has said in his speech for the 111. anniversary of the founding of the Bar of Istanbul, that in Turkey a poet may get 7.5 years of prison for a poem whereas a torturer gets only a prison term of one year. Mr. KAZAN said, that this was an encouragement for torturers. (Milliyet, 6.4.89)

13.4.89

Dear comrade Laprat!

I have prepared the letters as we had talked on the phone. I have also made a separate information sheet. Please attach it to each letter. Please inform our comrade Ephremidis. I am convinced that he could help us a lot.

Thank you for your excellent suggestion. Lets hope that we will get a favorable response.

Sincerely yours,

Ali Söylemezoglu



TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV

TÜRKİYE BİRLEŞİK KOMÜNİST PARTİSİ
MERKEZ KOMİTESİ
United Communist Party of Turkey
Central Committee

13.4.1989

Mrs. Jacqueline Thome-Patenotre
RDE Group

Dear Mrs. Thome-Patenotre

The European Parliament and the EEC - Turkey joint committee have shown a keen interest in the problems of democratization in Turkey. In this connection the case of Sargin and Kutlu has attracted special attention. As you will remember, the two politicians had returned in November 1987 to Turkey with the intention of setting up a legal communist party. They have been imprisoned ever since. The European Parliament has demanded in several resolutions their immediate release.

The joint committee will have its second session on the 24th of April in Ankara. As it happens, the next date of trial in the case of Sargin and Kutlu is on the 21st of April, also in Ankara. Therefore, we invite you to fly to Ankara a few days earlier and to take part in the trial against Kutlu and Sargin as an observer. This would be an effective way to stress the importance of the freedom of thought and also to get first hand information about political trials in Turkey.

Sincerely yours,

Mehmet Karaca
Assistant Chairman



Osman Sakalsiz
Assistant Secretary General

i.A. 

INFORMATION

The trial is going to start on the 21st April 1989 at 9:00 AM. The address of the court is:

"ANKARA DEVLET GÜVENLİK MAHKEMESİ, ÇANKAYA"

If you want to get in touch with the lawyers of Sargin and Kutlu (they could also arrange for meetings with organizations such as the Human Rights Association of Turkey), please use the following address:

Mr. Ersan SANSAL, privat phone: 00904/1182573 (in the evening)
or Mrs. Nezahat GÜNDOĞMUS privat phone: 00904/1259398 (in the evening)

bureau address and phone numbers are the same for both:
Necatibey Caddesi 22/11, SİHHİYE, ANKARA

FOR MORE INFORMATION PRIOR TO YOUR FLIGHT TO TURKEY PLEASE CALL:

Mr. Ali SÖYLEMEZOĞLU, 203/34 03 96 (Federal Republic of Germany),
Monday - Friday 10:00 - 12:00 and 14:00 - 16:00

file: 300189

Dr. A. Söylemezoglu
Moltkestr. 45
4100 Duisburg 1
Bundesrepublik Deutschland

31.1.1989

Herrn Dr. Walter Schuppich
Präsident der österreichischen
Rechtsanwaltskammertage
Rotenturmstr. 13
1010 Wien

Sehr geehrter Herr Präsident!

Ich bin ein politischer Flüchtling aus der Türkei und wende mich mit der Bitte an Sie, sich gegen die eklatante Verletzung der Gedanken- und Meinungsfreiheit in der Türkei zu wenden. Zahlreiche türkischen Gesetze und die Art und Weise ihrer Anwendung durch die zuständigen Behörden stellen einen Bruch der Menschenrechtskonventionen dar.

Eine zentrale Rolle spielen die Paragraphen 141 und 142 des türkischen Strafgesetzbuches. Aufgrund des Paragraphen 142 werden bestimmte Meinungen und politische Überzeugungen zu Verbrechen gestempelt. Paragraph 141 stellt bereits die Intention, eine Organisation gründen zu wollen, die die friedliche Propagierung von solchen Ideen und Überzeugungen zum Ziele hat, unter Strafe.

Der Prozeß gegen Sargin und Kutlu in Ankara, der seit dem 8.6.1988 im Gange ist, liefert ein Beispiel dafür, wie diese Gesetze angewandt werden. Die beiden Politiker, die am 16.11.1987 legal in die Türkei zurückkehrten, um eine neue kommunistische Partei (die Vereinigte Kommunistischen Partei der Türkei) legal zu gründen, wurden in Ankara bereits beim Aussteigen aus dem Flugzeug festgenommen. Seither befinden sie sich im Gefängnis.

In der Anklageschrift gibt der Staatsanwalt zu, daß Sargin und Kutlu keine Gewalttaten oder Aufrufe zu Gewalttaten vorgeworfen werden können. Trotzdem fordert er aufgrund der Paragraphen 141 und 142 mehrere Hundert Jahre Gefängnis für sie.

Der Widerspruch zwischen diesen Paragraphen und den Artikeln 9, 10 und 11 der Europäischen Konvention zum Schutz der Menschenrechte ist offensichtlich. Deswegen haben das Europaparlament, Amnesty International und zahlreiche andere Organisationen und Persönlichkeiten die Revision der Paragraphen 141 und 142 des türkischen StGB verlangt.

Ich bitte Sie, sich für die Respektierung der Menschenrechte in der Türkei einzusetzen und zu prüfen, ob Sie die Forderung der Revision der Paragraphen 141 und 142 des türkischen StGB unterstützen können. Ich wäre Ihnen sehr verbunden, wenn Sie mein Anliegen auch auf der bevorstehenden Tagung behandeln könnten.

Falls Sie meiner Bitte entsprechen können, möchten Sie bitte die diesbezüglichen Dokumente an die türkische Regierung richten. Sie können ihn zur Weiterleitung nach Ankara an die türkische Botschaft schicken. Ich wäre Ihnen sehr verbunden, wenn Sie auch mir eine Kopie zukommen ließen.

Hochachtungsvoll,

Dr. Ali Söylemezoglu

Wortlaut der erwähnten Paragraphen des türkischen StGB:

Paragraph 141, Absatz 1:

"Wer Organisationen, die darauf gerichtet sind, die Diktatur einer sozialen Klasse über die anderen sozialen Klassen zu errichten, oder eine soziale Klasse zu beseitigen, oder irgendeine der im Lande bestehenden wirtschaftlichen oder sozialen Grundordnungen umzustürzen, in welcher Form und unter welcher Bezeichnung auch immer zu gründen schreitet, oder gründet, oder ihre Aktivitäten führt und leitet, oder Anleitung zu diesen Taten gibt, wird mit schwerer Gefängnisstrafe von 8 bis 15 Jahren bestraft.

Wer mehrere oder alle solcher Organisationen führt und leitet, wird zum Tode verurteilt."

Paragraph 142, Absatz 1:

"Wer mit der Zielsetzung, die Diktatur einer sozialen Klasse über die anderen sozialen Klassen herzustellen, oder eine soziale Klasse zu beseitigen, oder irgendeine der im Lande bestehenden wirtschaftlichen oder sozialen Grundordnungen umzustürzen, oder die politischen und rechtlichen Ordnungen des Staates vollständig zu vernichten, in welcher Form auch immer Propaganda betreibt, wird mit schwerer Gefängnisstrafe von 5 bis 10 Jahren bestraft."

Paragraph 142, Absatz 6:

"Werden die oben beschriebenen Taten durch Publikationsmittel begangen, so wird die Strafe um die Hälfte erhöht."

18.11.1988

Sehr geehrte Frau Professor Ganseforth!

Mit einiger Verspätung schicke ich Ihnen die konkreten Vorschläge für ein HEARING oder TREFFEN in Bonn am 7.12.88 über MENSCHENRECHTE IN DER TÜRKEI. So ein Hearing wäre meines Erachtens medienwirksam (10.12.88 ist der 40. Jahrestag der Annahme der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte). Außerdem fiel es mit einer Türkei-Kampagne zusammen, die zur Zeit von Amnesty International geführt wird.

Konkret könnten wir wie folgt vorgehen:

- (1) Eine Erklärung (Entwurf liegt bei) an alle 99 Abgeordnete des Bundestages schicken, die sich für die Freilassung von Sargin und Kutlu eingesetzt haben (Liste liegt bei) und sie zur Unterschrift auffordern.
- (2) Gleichzeitig die Abgeordneten zur Teilnahme an dem Hearing am 7.12.88 einladen.
- (3) Pressevertreter einladen.

Das Hearing selbst stelle ich mir wie folgt vor:

- A) Eröffnung
- B) Ein Bericht über die Menschenrechtssituation in der Türkei wird vorgelesen (am besten von Ihnen)
- C) Die Erklärung wird vorgelesen und per Akklamation angenommen.
- D) Schluß

Denkbar wäre eine musikalische Umrahmung durch einen türkisch-kurdischen Sänger. Das Ganze dauert nicht mehr als 60 bis 90 Minuten.

Die Einladung sollte am besten von Ihnen unterschrieben werden. Wenn es uns gelänge, eine Abgeordnete der Grünen als Mitveranstalter zu gewinnen, wäre es auch schön. Ich denke z.B. an Frau Karitas Hensel. Vielleicht wäre auch eine wie auch immer geartete Mitarbeit der Amnesty International möglich (da sie gerade eine Kampagne über die Situation in der Türkei gestartet hat).

Das wären die Vorschläge, die Sie bitte prüfen möchten. Ich habe vorsorglich bereits einen Raum im Hotel Tulpenfeld reservieren lassen.

Ich bin zu erreichen über:

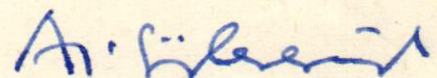
Tel 0203/34 03 96

0203/66 66 02 (Anrufbeantworter)

0211/46 32 63

Fax 0203/33 92 29

Hochachtungsvoll,



Ali Söylemezoglu

[Übermittle insgesamt 5 Seiten Text!]

ENTWURF FÜR EINE EINLADUNG:

Sehr geehrte Kollegin, sehr geehrter
Kollege!

Die Situation der Menschenrechte in der
Türkei ist nach wie vor äußerst
unbefriedigend. Während meines letzten
Aufenthaltes in Ankara von 30.10 bis
6.11.1988 musste ich leider dies noch einmal
feststellen. Es ist zwar richtig, dass durch
den Druck des Auslands und den Widerstand im
Inland, die Verantwortlichen zu einer
flexibleren Haltung gezwungen sind. Diese
Verbesserung ist jedoch nicht ausreichend,
um selbst die Mindestanforderungen an ein
demokratisches Regime zu erfüllen.

Bei allen meinen Gesprächen in Ankara wurde
hervorgehoben, daß der Druck aus Westeuropa
das wirksamste Mittel ist, um die
Verantwortlichen zu einer Respektierung der
Menschenrechte zu bewegen. Kein geringerer
als der Staatspräsident Evren hat diese
Einschätzung bestätigt, als er einer
türkischen Zeitung gegenüber erklärte:

"Wir können die rechtskräftig gewordenen
Todesurteile nicht vollstrecken. Warum? Weil
der Druck aus Europa zu groß ist..."
(Milliyet, 23.10.88)

Ich meine, daß unter diesen Umständen es
besonders wichtig ist, deutlich zu machen,
daß unser Interesse an der Verwirklichung
der Menschenrechte in der Türkei nicht
nachgelassen hat.

Aus dieser Überlegung heraus richte ich zwei
Bitten an Sie:

1.) Bitte unterstützen Sie die beiliegende
Deklaration mit Ihrer Unterschrift. Ich
bitte Sie, die unterschriebenen Erklärungen
an mein Büro im Bundeshaus weiterzuleiten.

2.) Bitte nehmen Sie an dem Hearing
"Menschenrechte in der Türkei" am 7.12.1988
in Bonn (Hotel Tulpenfeld, 11.00 bis 13.00
Uhr) teil. Die beiliegende Deklaration wird
dort der Öffentlichkeit vorgestellt.

Ich rechne mit Ihrer Unterstützung ...

Entwurf der X Deklaration

Am 40. Jahrestag der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte sind wir durch die anhaltende Verletzung der Menschenrechte in der Türkei zutiefst beunruhigt.

Trotz wiederholten Versicherungen der höchsten Repräsentanten der Türkei müssen wir feststellen, dass in diesem Land auch 10 Monate nach der Ratifizierung der Anti-Folter-Konvention festgenommene

durch das
türkische
Parlament

Personen regelmässig von der Polizei gefoltert

werden. Die Zulassung von Rechtsanwälten zu den politischen Verhören, die von türkischen Juristen als eine wirksame Massnahme gegen Folterungen gefordert wird, wird von

Erst kürzlich mussten deutsche Abgeordnete die Brutalität der türkischen Sicherheitskräfte am eigenen Leibe erfahren.

der türkischen Regierung
abgelehnt ohne Begründung
abgelehnt.

Die berüchtigten Strafrechtsparagrafen 141 und 142, aufgrund derer politische Meinungsäusserungen unter Strafe gestellt werden, bleiben weiterhin in Kraft, obwohl der Staatspräsident Evren sich für die Legalisierung der kommunistischen Partei ausgesprochen hat. Der Staatspräsident liess es bis heute bei Absichtserklärungen bewenden, obwohl sowohl die Regierungspartei ANAP wie auch die grösste Oppositionspartei SHP seinen Worten zugestimmt haben. Befremdend sind auch die Stimmen, die die Gewährleistung der Meinungsfreiheit von dem Ergebnis einer Volksabstimmung abhängig machen wollen.

Die Türkei gehört seit 1980 zu den Ländern mit den meisten Hinrichtungen. Hunderte von Verurteilten warten auf die Vollstreckung dieser unmenschlichen Strafe. General Evren, der sich während seines Besuchs in der Bundesrepublik für die ~~Aufhebung~~ Abschaffung der Todesstrafe aussprach, hat bis heute nichts unternommen, um diese Absicht in die Tat umzusetzen.

Die elementarsten Rechte des kurdischen Volkes werden missachtet. Die Gebiete, die überwiegend von Kurden bewohnt werden, stehen unter Ausnahme-recht. Die Benutzung der kurdischen Sprache in Wort und Schrift bleibt verboten.

Die menschenunwürdigen Zustände in den Gefängnissen dauern an. Die berechtigten Wünsche der Gefangenen werden abgelehnt. Eine Generalamnestie, mit der die schlimmsten Auswüchse der Militärjustiz behoben werden könnten, ist bis heute unterblieben.

Nach wie vor werden Zeitungen und Zeitschriften verboten. Die Verurteilung von Journalisten und Redakteuren zu langjährigen Gefängnisstrafen ist an der Tagesordnung.

Mehr als eine Million türkische Bürger dürfen nicht ins Ausland reisen, da ihnen aus politischen Gründen Reisepässe verweigert werden. Selbst im Fall von Todkranken, die nur im Ausland behandelt werden können, ~~nacht das Regime~~ lassen die Verantwortlichen keine Ausnahme zu.

Die äusserst restriktiven Gewerkschaftsgesetze, die von den Militärs verabschiedet wurden, bleiben unverändert in Kraft. Auch andere wichtige Gesetze (z.B. das Parteiengesetz), die nach 1980 erlassen wurden, laufen auf eine Entmündigung grosser Teile der Bevölkerung hinaus.

Am 10. Dezember jährt sich die Annahme der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte durch die UN Vollversammlung zum 40. mal. Aus diesem Anlass fordern wir die türkische Regierung auf, alle Massnahmen zu treffen, die für die Gewährleistung der Menschenrechte notwendig sind. Insbesondere die Unterbindung der Folter, die Abschaffung der Todesstrafe, eine Generalamnestie, die Anerkennung der Existenz des kurdischen Volkes, die Aufhebung der Paragraphen 141 und 142 des türkischen StGB und anderer antidemokratischer Gesetze wären notwendig. In Anbetracht der Tatsache, dass die Türkei Mitglied des Europarates und der NATO ist und die Vollmitgliedschaft in der EG beantragt hat, erwartet die Öffentlichkeit unseres Landes die Verwirklichung eines Regimes, das den Kriterien einer pluralistischen Demokratie entspricht.

LISTE DER ABGEORDNETEN, DIE SICH FÜR DIE FREILASSUNG VON
SARGIN UND KUTLU EINGESETZT HABEN

Brigitte ADLER (SPD) Gerd ANDRES (SPD) Hermann BACHMAIER
(SPD) Marieluise BECK-OBERDORF (Die Grünen) Ingrid BECKER-
INGLAU (SPD) Angelika BEER (Die Grünen) Rudolf BINDING (SPD)
Liselotte BLUNCK (SPD) Helga BRAHMST-ROCK (Die Grünen)
Dr. Ulrich BRIEFS (Die Grünen) Edelgard BULMAHN (SPD) Arne
BÖRNSSEN (SPD) Regula BOTT (Die Grünen) Margid CONRAD (SPD)
Peter CONRADI (SPD) Dr. Wolfgang DANIELS (Die Grünen)
Marliese DOBBERTHIEN (SPD) Dr. Herta DAUBLER-GMELIN (SPD)
Freimut DUVE (SPD) Thomas EBERMANN (Die Grünen) Ursula EID
(Die Grünen) Gernot ERLER (SPD) Carl EWEN (SPD) Annette
FASSE (SPD) Dora FLINNER (Die Grünen) Katrin FUCHS (SPD)
Prof. Monika GANSEFORTH (SPD) Charlotte GARBE (Die Grünen)
Konrad GILGES (SPD) Dr. Rose GÖTTE (SPD) Achim GROSSMANN
(SPD) Gerald HAFNER (Die Grünen) Prof. Dr. Ingomar HAUCHLER
(SPD) Karitas HENSEL (Die Grünen) Günther HEYENN (SPD)
Reinhold HILLER (SPD) Imma HILLERICH (Die Grünen) Peter
HORST (SPD) Willi HOSS (Die Grünen) Uwe HÜSER (Die Grünen)
Günther HUONKER (SPD) Gerlinde HÄMMERLE (SPD) Lothar
IBRÜGGER (SPD) Petra K. KELLY (Die Grünen) Günter KIEHM
(SPD) Klaus KIRSCHNER (SPD) Karl KISSLINGER (SPD) Hubert
KLEINERT (Die Grünen) Dr. Wilhelm KNABE (Die Grünen)
Matthias KREUZEDER (Die Grünen) Verena KRIEGER (Die Grünen)
Eckart KUHLWEIN (SPD) Klaus-Dieter KÜHBACHER (SPD) Klaus
LENNARTZ (SPD) Günther LEONHART (SPD) Dr. Helmut LIPPELT (Die
Grünen) Egon LUTZ (SPD) Dr. Anke MARTINY-GLOTZ (SPD) Ingrid
MATTHAUS-MAIER (SPD) Dr. Alfred MECHTERSHEIMER (Die Grünen)
Michael MÜLLER (SPD) Christa NICKELS (Die Grünen) Dr. Edith
NIEHUIS (SPD) Jutta OESTERLE-SCHWERIN (Die Grünen) Ellen
OLMS (Die Grünen) Jan OOSTERGETELO (SPD) Horst PETER (SPD)
Bärbel RUST (Die Grünen) Wolfgang ROTH (SPD) Hannelore
SAIBOLD (Die Grünen) Dr. Hermann SCHEER (SPD) Otto SCHILY
(Die Grünen) Renate SCHMIDT (SPD) Ottmar SCHREINER (SPD)
Thomas SCHROER (SPD) Harald B. SCHAFFER (SPD) Dietmar SCHÜTZ
(SPD) Bodo SEIDENTHAL (SPD) Peter SELLIN (Die Grünen) Lisa
SEUSTER (SPD) Horst SIELAFF (SPD) Johannes SINGER (SPD) Dr.
Sigrid SKARPELIS-SPERK (SPD) Prof. Dr. Hartmut SOELL (SPD)
Dr. Peter STRUCK (SPD) Luise TEUBNER (Die Grünen) Günther
TIETJEN (SPD) Hans-Günther TOETEMEYER (SPD) Trude UNRUH (Die
Grünen) Jürgen VAHLBERG (SPD) Christa VENNEGERTS (Die
Grünen) Günter VERHEUGEN (SPD) Dr. Antje VOLLMER (Die
Grünen) Ludger VOLMER (Die Grünen) Barbara WEILER (SPD)
Michael WEISS (Die Grünen) Gert WEISSKIRCHEN (SPD) Eugen von
der WIESCHE (SPD) Lieselotte WOLLNY (Die Grünen)

ARBEITER PARTEI DER TÜRKEI * KOMMUNISTISCHE PARTEI DER TÜRKEI

16. Juli 1988

Herrn Reinhard Hocker
Rochusstr. 138
5000 Köln 1

Liebe Freunde,

Mit diesem Brief möchten wir für Ihre Unterstützung der Bemühungen zur Gewährleistung der Menschenrechte in der Türkei und zur Freilassung von Sargin und Kutlu danken sowie Sie kurz über die letzten Entwicklungen informieren.

Der Vorsitzende des Staatssicherheitsgerichtes von Ankara hat die nächste Sitzung des Gerichts auf den 20. Juli 1988 angesetzt. Am letzten Verhandlungstag, dem 4.7.88 hatte man mit dem Verhör der Angeklagten angefangen. Haydar Kutlu las als erster seine schriftliche Stellungnahme zu der Anklageschrift. Die Gerichtsverhandlung wurde zum 20. Juli 1988 vertagt, ohne daß Kutlu das Vorlesen beendet hatte. Es ist anzunehmen, daß am 20. Juli das Verhör von Kutlu beendet wird. An dem darauf folgenden Verhandlungstag, der vielleicht auf die erste August-Woche angesetzt werden könnte, wird aller Wahrscheinlichkeit nach das Verhör von Dr. Nihat Sargin beginnen.

Wir haben den Eindruck, daß der Vorsitzende die Verhöre von Kutlu und Sargin bewußt Mitten im Sommer stattfinden läßt. In einer Zeit also, in der die meisten Menschen in Europa ihren Urlaub verbringen und die Aufmerksamkeit für das politische Geschehen abnimmt. Man rechnet damit, daß das Interesse der europäischen Öffentlichkeit allmählich nachlassen wird. Deswegen müssen wir uns verstärkt bemühen, die ständige internationale Beobachtung dieses Prozesses zu erreichen.

Der Prozeßbeginn hat zu einem Anwachsen der nationalen und internationalen Anteilnahme geführt. An dem ersten Verhandlungstag (8.6.1988) waren 62 internationale Beobachter aus 11 Ländern in Ankara. Ebenso waren zahlreiche renommierte Vertreter der demokratischen Öffentlichkeit der Türkei nach Ankara gekommen, um an der Verhandlung teilzunehmen. Die meisten von ihnen wurden jedoch unter dem Vorwand, daß die Räumlichkeiten zu klein seien, nicht in den Gerichtssaal hineingelassen. Ebenso erging es den meisten Vertretern der Massenmedien.

ZUR AKTUELLEN SITUATION IN DER TURKEI

Die Aufhebung der Paragraphen 141 und 142 des türkischen Strafgesetzbuches ist eine Forderung, die von der türkischen Linken seit 1960 erhoben wird. Zahlreiche Kenner der türkischen politischen Verhältnisse stimmen darin überein, daß diese Paragraphen, die von dem Strafgesetz Mussolini's übernommen wurden, die Meinungs- und Gedankenfreiheit gravierend einschränken. Seit dem Militärputsch von 1980 wurden tausende von Bürgern aufgrund dieser Paragraphen verfolgt und verurteilt.

Seit dem 7.10.88 findet in der Türkei eine breite öffentliche Debatte über die Aufhebung dieser Paragraphen statt. Diese Debatte wurde durch eine Erklärung des stellvertretenden Vorsitzenden der Regierungspartei ANAP, Halil SIVGIN, ausgelöst. Sivgin sagte, daß die Paragraphen 141 und 142 und der Paragraph 163 (richtet sich gegen diejenigen, die für eine islamischen Staatsordnung eintreten) aufgrund einer Volksabstimmung aufgehoben werden könnten. Er sagte ferner, daß dieses Problem bis 1992 gelöst werden müßte, da dann die Türkei Mitglied der EG werden solle.

Demgegenüber erklärten Sprecher der sozialdemokratischen SHP und der konservativen DYP (Partei des früheren Ministerpräsidenten DEMIREL), daß diese Frage im Parlament gelöst werden kann und daß es abwegig sei, wegen jeder Gesetzesänderung eine Volksabstimmung durchzuführen.

Am 17.10.1988, auf dem Flug nach Bonn, erklärte nun der Staatspräsident General EVREN, daß die Paragraphen 141 und 142 aufgehoben werden und eine kommunistische Partei gegründet werden sollte. Das letzte Wort hierüber sollte jedoch das Volk haben. Dagegen käme eine Aufhebung des Paragraphen 163 nicht in Frage.

Daraufhin begann eine Flut von Stellungnahmen, wobei die große Mehrheit sich für eine Aufhebung von 141 und 142 aussprach. So erklärte der Vorsitzende der sozialdemokratischen SHP, Erdal INÖNÜ, daß seine Partei die Aufhebung von 141, 142 und 163 fordert und die Meinungsfreiheit, die Freiheit der politischen Betätigung für alle fordert, die Gewalt ablehnen.

Verschiedene führenden Persönlichkeiten der regierenden ANAP sprachen sich ebenfalls für eine Aufhebung dieser Paragraphen, wobei einige für eine Lösung im Parlament, andere dagegen für eine Volksabstimmung sprachen. So sagte z.B. der stellvertretende Fraktionsvorsitzender der ANAP, Haydar ÖZALP, "sowohl im Namen meiner Partei, wie auch im eigenen Namen kann ich sagen, daß wir in diesen Fragen flexibel sind. Dieses Problem kann durch gewisse Änderungen der Gesetze und der Verfassung gelöst werden. Wenn auch die anderen Parteien so denken wie der Staatspräsident können wir uns zusammensetzen und eine Entscheidung fällen."

Der frühere Ministerpräsident Bülent ECEVİT sprach sich ebenfalls für eine Aufhebung der genannten Paragraphen aus.

Süleyman DEMIREL hingegen sagte nicht, ob er dafür oder dagegen sei. Statt dessen wies er darauf hin, daß Evren für die jetzige Verfassung verantwortlich ist und in der Lage ist, entsprechende Gesetzesänderungen zu initiieren, falls seine Äußerungen ernst gemeint sind.

In den Zeitungen sprachen sich alle Kommentatoren (bis auf zwei) für die Aufhebung von 141 und 142 aus.

Später (in München) sagte EVREN, daß er auch für die Aufhebung der Todesstrafe sei, und zwar, nicht weil er prinzipiell gegen die Todesstrafe ist, sondern weil wegen des Drucks aus Europa die bereits gefällten Todesurteile nicht vollstreckt werden könnten. Er fragte: Was hat es für einen Sinn, Todesstrafen zu verhängen, wenn wir sie doch nicht vollstrecken können? Heben wir diese Strafe auf, dann haben wir Ruhe.

VOM SAULUS ZUM PAULUS?

Der türkische Staatspräsident General Evren hat mit seinen Bemerkungen am Vorabend seines Besuchs in Bonn eine innenpolitische Diskussion entfacht, die die Berichterstattung über den Besuch selbst fast in den Hintergrund gedrängt hat. Auf dem Flug nach Bonn erklärte Evren den ihn begleitenden Pressevertretern, daß "in der Türkei eine kommunistische Partei gegründet werden sollte". "Allerdings", fügte er hinzu, "müßte darüber das Volk entscheiden."

Die Regierungspartei und die beiden sozialdemokratischen Parteien haben erklärt, daß sie auch für die Legalisierung der kommunistischen Partei sind. Der frühere Ministerpräsident Demirel wies darauf hin, daß Evren für die zahlreichen Beschränkungen des öffentlichen Lebens persönlich verantwortlich ist und forderte ihn auf, nicht zu reden, sondern zu handeln. Bülent Ecevit, ein anderer früherer Ministerpräsident, sagte (ohne die Namen von Sargin und Kutlu zu erwähnen), daß es nach dieser Erklärung des Staatspräsidenten nicht mehr tragbar ist, wenn Bürger im Gefängnis sitzen, nur weil sie die legale Gründung der kommunistischen Partei versucht haben. Innerhalb weniger Tage wurde deutlich, daß die türkische Öffentlichkeit einhellig die Aufhebung des KP-Verbots fordert.

Ist der Saulus zum Paulus geworden? Ist General Evren, der für die schlimmsten Repressalien der türkischen Geschichte in den letzten 70 Jahren verantwortlich zeichnet, plötzlich zur Demokratie bekehrt worden? Diese Frage liegt nahe, führt jedoch an der Sache vorbei. Denn es sind sicherlich nicht Evren's Neigungen, die hier ausschlaggebend sind.

Bestimmend sind vielmehr zwei Prozesse: zum einen die zunehmende Kraft und die Dynamik der demokratischen Kräfte in der Türkei. Seit der Rückkehr von Sargin und Kutlu im letzten Jahr steht die Aufhebung der antikommunistischen Gesetze im Mittelpunkt der Auseinandersetzungen um mehr Demokratie. Zum zweiten aber – und das möchte ich an dieser Stelle besonders hervorheben – die breite und unablässige Solidaritätsbewegung, vor der die türkischen Militaristen inzwischen einen Heidenrespekt haben. Alle tonangebenden politischen Kräfte in Ankara sind entschlossen, die Türkei zum Mitglied der EG zu machen und es ist offensichtlich, daß mit einem Demokratie feindlichen Regime dies nicht möglich sein wird. Es ist deshalb durchaus kein Zufall, wenn Evren gerade auf dem Weg in die Bundesrepublik seine plötzlichen Einsichten bezüglich Demokratie und Toleranz zu Protokoll gibt. Die Übermittlung der Bitte, Bonn möchte sich um eine positive Antwort auf den türkischen Aufnahmeantrag in die EG bemühen, ist schließlich der wichtigste Zweck dieser Reise.

Jetzt können wir die Ergebnisse der Solidaritätsarbeit deutlicher sehen: Die Dinge sind in Bewegung geraten. Natürlich bleibt noch viel zu tun. Sargin und Kutlu und zahlreiche andere politische Gefangene sind noch im Gefängnis. Die Militärgerichte fällen immer noch Todesurteile. Die Folterknechte foltern weiter. Die Kurden werden weiterhin unterdrückt. Die gewerkschaftlichen Rechte werden immer noch zum größten Teil verweigert...

Trotzdem steht fest: die demokratischen Kräfte haben einen beachtlichen moralischen Sieg errungen. Der eigentliche Architekt des Unrechtreimes in der Türkei mußte sich dem Druck beugen und den Angelpunkt seiner Politik aufgeben.

Nun gilt es diesen moralischen Sieg für den endgültigen Sieg der Demokratie in der Türkei zu nützen.

(Kommentar von Ali Söylemezoglu)

ERKLÄRUNG

Der Prozeß gegen Kutlu und Sargin beginnt am 8. Juni in Ankara. Der Staatsanwalt gibt in der Anklageschrift zu, daß den beiden Generalsekretären keine Gewalttaten vorzuwerfen sind (Seite 62). In der Anklageschrift heißt es ausdrücklich, daß Kutlu und Sargin erstens wegen ihrer kommunistischen Gedanken (S. 14) und Überzeugungen und zweitens wegen ihres Eintretens für die demokratischen Rechte des kurdischen Volkes (S. 118) verurteilt werden sollen. Die Anklageschrift ist ein neuer Beweis für die Tatsache, daß der Prozeß gegen Kutlu und Sargin die Artikel 9, 10, 11 der europäischen Menschenrechtskonvention verletzt. Dieser Prozeß steht auch im Widerspruch zu den bisherigen Erklärungen der türkischen Regierung, in der Türkei demokratische Verhältnisse schaffen zu wollen.

Wir appellieren an die türkische Regierung, die beiden Generalsekretäre und alle anderen Personen, die wegen ihren Überzeugungen verfolgt werden, unverzüglich freizulassen und die notwendigen Änderungen des türkischen Strafgesetzbuches zu veranlassen, damit die Meinungsfreiheit und die Freiheit der politischen Betätigung auch in der Türkei gewährleistet sind.

DIESE ERKLÄRUNG WURDE VON DEN FOLGENDEN 99 MITGLIEDERN DES DEUTSCHEN BUNDESTAGES UNTERSCHRIEBEN

Brigitte ADLER (SPD) Gerd ANDRES (SPD) Hermann BACHMAIER (SPD) Marieluise BECK-OBERDORF (Die Grünen) Ingrid BECKER-INGLAU (SPD) Angelika BEER (Die Grünen) Rudolf BINDING (SPD) Liselotte BLUNCK (SPD) Helga BRAHMST-ROCK (Die Grünen) Dr. Ulrich BRIEFS (Die Grünen) Edelgard BULMAHN (SPD) Arne BÖRNSEN (SPD) Regula BOTT (Die Grünen) Margid CONRAD (SPD) Peter CONRADI (SPD) Dr. Wolfgang DANIELS (Die Grünen) Marliese DOBBERTHIEN (SPD) Dr. Herta DAUBLER-GMELIN (SPD) Freimut DUVE (SPD) Thomas EBERMANN (Die Grünen) Ursula EID (Die Grünen) Gernot ERLER (SPD) Carl EWEN (SPD) Annette FASSE (SPD) Dora FLINNER (Die Grünen) Katrin FUCHS (SPD) Prof. Monika GANSEFORTH (SPD) Charlotte GARBE (Die Grünen) Konrad GILGES (SPD) Dr. Rose GÖTTE (SPD) Achim GROSSMANN (SPD) Gerald HÄFNER (Die Grünen) Prof. Dr. Ingomar HAUCHLER (SPD) Karitas HENSEL (Die Grünen) Günther HEYENN (SPD) Reinhold HILLER (SPD) Imma HILLERICH (Die Grünen) Peter HORST (SPD) Willi HOSS (Die Grünen) Uwe HÜSER (Die Grünen) Günther HUONKER (SPD) Gerlinde HÄMMERLE (SPD) Lothar IBRÜGGER (SPD) Petra K. KELLY (Die Grünen) Günter KIEHM (SPD) Klaus KIRSCHNER (SPD) Karl KISSLINGER (SPD) Hubert KLEINERT (Die Grünen) Dr. Wilhelm KNABE (Die Grünen) Matthias KREUZEDER (Die Grünen) Verena KRIEGER (Die Grünen) Eckart KUHLWEIN (SPD) Klaus-Dieter KÜHBACHER (SPD) Klaus LENNARTZ (SPD) Günther LEONHART (SPD) Dr. Helmut LIPPELT (Die Grünen) Egon LUTZ (SPD) Dr. Anke MARTINY-GLOTZ (SPD) Ingrid MATTHAUS-MAIER (SPD) Dr. Alfred MECHTERSHEIMER (Die Grünen)

Michael MÜLLER (SPD) Christa NICKELS (Die Grünen) Dr. Edith
NIEHUIS (SPD) Jutta OESTERLE-SCHWERIN (Die Grünen) Ellen
OLMS (Die Grünen) Jan OOSTERGETELO (SPD) Horst PETER (SPD)
Bärbel RUST (Die Grünen) Wolfgang ROTH (SPD) Hannelore
SAIBOLD (Die Grünen) Dr. Hermann SCHEER (SPD) Otto SCHILY
(Die Grünen) Renate SCHMIDT (SPD) Ottmar SCHREINER (SPD)
Thomas SCHRÖDER (SPD) Harald B. SCHÄFER (SPD) Dietmar SCHÜTZ
(SPD) Bodo SEIDENTHAL (SPD) Peter SELLIN (Die Grünen) Lisa
SEUSTER (SPD) Horst SIELAFF (SPD) Johannes SINGER (SPD) Dr.
Sigrid SKARPELIS-SPERK (SPD) Prof. Dr. Hartmut SOELL (SPD)
Dr. Peter STRUCK (SPD) Luise TEUBNER (Die Grünen) Günther
TIETJEN (SPD) Hans-Günther TOETEMEYER (SPD) Trude UNRUH (Die
Grünen) Jürgen VAHLBERG (SPD) Christa VENNEGERTS (Die
Grünen) Günter VERHEUGEN (SPD) Dr. Antje VOLLMER (Die
Grünen) Ludger VOLMER (Die Grünen) Barbara WEILER (SPD)
Michael WEISS (Die Grünen) Gert WEISSKIRCHEN (SPD) Eugen von
der WIESCHE (SPD) Lieselotte WOLLNY (Die Grünen)

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMALARI
TÜSTAV

Dr. Ali Söylemezoglu
Moltkestr. 45
4100 Duisburg 1
0203/34 03 95

22.9.1988

Herrn Gerhart R. BAUM
MdB
Bundestag
5300 Bonn 1

Sehr geehrter Herr Baum!

Ich hatte am 2.9.1988 mit einem Brief um Unterstützung für zwei politisch Verfolgte in der Türkei gebeten. Nun erhielt ich von Ihrem Mitarbeiter die Presseerklärung, die Sie im Juni zu Gunsten von Kutlu und Sargin abgegeben haben.

Ich möchte mich (wenn auch mit erheblicher Verspätung) für Ihre Stellungnahme bedanken. Der Fall von Kutlu und Sargin hat eine besondere Bedeutung in den Auseinandersetzungen für die Schaffung demokratischer Verhältnisse in der Türkei. Die türkische Regierung ist gegenüber Stellungnahmen aus der Bundesrepublik außerordentlich empfindlich.

Erlauben Sie bitte auch, daß ich in aller Offenheit meine Gedanken zu einer Formulierung in Ihrer Presseerklärung darlege. Ich meine den Vorwurf, daß die beiden Politiker in provokativer Absicht in die Türkei gereist wären.

Ich kann nicht verstehen, wie die in Anspruchnahme des elementaren Menschenrechts, in der eigenen Heimat zu leben, eine Provokation sein kann. Juristisch betrachtet ist eine solche Anschuldigung ohne jede Grundlage, denn sowohl Sargin wie auch Kutlu sind mit Reisedokumenten in die Türkei eingereist, die ihnen wenige Tage zuvor von den zuständigen türkischen Generalkonsulaten zu diesem Zweck ausgehändigt worden waren.

Politisch betrachtet, wäre festzustellen, daß führende Vertreter der türkischen Regierung, einschließlich Ministerpräsident Turgut özal, wiederholt die politischen Flüchtlinge im Ausland zur Rückkehr in die Türkei aufgefordert haben. So erklärte z.B. der damalige Chefberater von Turgut özal (in der gegenwärtigen Regierung Staatsminister) Adnan Kahveci in dem schwedischen Fernsehen:

"We are calling the ones whose Turkish citizenship was taken away from them to return to Turkey. Why? We want the wounds

to be healed. We say that healing would be for the benefit of our country. We are going to solve all the problems in every subject without judgment and will shorten the formalities and the time involved in becoming Turkish citizen again."

Diese Aufforderung richtete sich an die ausgebürgerten politischen Flüchtlinge. Kutlu und Sargin hingegen waren noch im Besitz ihrer türkischen Staatsbürgerschaft. Es ist ohne weiteres möglich, noch weitere Zitate mit ähnlichem Inhalt anzuführen. Offenbar haben die Verantwortlichen nicht erwartet, daß man sie beim Wort nehmen würde. Kann das Sargin und Kutlu angelastet werden?

Die Rückkehr von Kutlu und Sargin hat nur diejenigen in eine schwierige Situation gebracht, die einerseits die Türkei als eine Demokratie im europäischen Sinne anerkannt sehen möchten, andererseits aber Menschen wegen "verbotener Meinungen und Ansichten" weiterhin verfolgen wollen. Eine Regierung, die ehrlich für Demokratisierung eintritt, hätte diese Rückkehr benützen können, um vor der in- und ausländischen Öffentlichkeit ihre Entschlossenheit zu demokratischen Reformen zu demonstrieren. An wem liegt es, wenn diese Chance vertan wurde?

Ich möchte mit der Bitte schließen, daß Sie sich weiterhin für die Verwirklichung der Menschenrechte und der Demokratie in der Türkei einsetzen möchten. Der bevorstehende Staatsbesuch des türkischen Staatspräsidenten General Evren in Bonn wird hierzu sicher viele Gelegenheiten bieten.

Hochachtungsvoll,

Dr.A. Söylemezoglu

23.9.1988

Partito Comunista Italiano
Direzione
Via Delle Botteghe Oscure, 4
Roma

Dear comrade Rubbi,

Having arrived in Duisburg, I would like to inform you, that the prime minister of Turkey, Mr. Turgut  zal, is due to visit Italy on the 6th and 7th of October as a guest of the Italian government. We think that this visit provides a chance to help Mr.  zal understand the concern of the Italian public in view of the trial against Kutlu and Sargin and the violations of the human rights in Turkey in general. We are convinced that you will use this occasion in the most effective way.

Using this opportunity, I also include the text of a declaration which has been signed up to now by 182 members of the European Parliament. We are also asking for signatures from members of the national Parliaments of the various european countries. For example in Federal Republic of Germany, the same declaration has been signed by more than 80 members of the national parliament (Bundestag). (I include both lists)

We would appreciate it very much, if you would consider collecting signatures for this declaration from the Italian Parliament, too.

Before concluding, I would like to thank you for your hospitality I enjoyed in Firenze. I have been deeply impressed by both the Festa nazionale de l'Unit  (especially the final meeting) and the beautiful city of Firenze

Sincerely yours,

Ali Söylemezoglu

For communications:
Ali Söylemezoglu
Moltkestr. 45
4100 Duisburg 1

Tel: 0203/340395
Fax: 0203/339229

Dr. Ali Söylemezoglu
Moltkestr. 45
4100 Duisburg 1

9.9.1988

Ich schreibe Ihnen mit der Bitte, sich für zwei politische Gefangenen in der Türkei einzusetzen. Konkret bitte ich um eine Unterschrift für die beiliegende Erklärung. Diese Erklärung wurde bis heute von 182 Abgeordneten des europäischen Parlaments und 66 Mitgliedern des Bundestages unterschrieben (entsprechende Namenslisten liegen bei).

Bei den eingangs erwähnten politischen Gefangenen handelt es sich um Dr. Nihat SARGIN (Generalsekretär der Arbeiterpartei der Türkei) und Haydar KUTLU (Generalsekretär der Kommunistischen Partei der Türkei), die nunmehr seit fast einem Jahr im Gefängnis sind. Sie kehrten am 16. November 1987 aus ihrem europäischen Exil kommend in die Türkei zurück. Ihre Einreise in die Türkei war legal.

Wie es ihnen nach ihrer Landung erging, möchten Sie Bitte der beiliegenden Presseerklärung von Prof. M. Ganseforth (MdB) entnehmen. Ich möchte dieser Erklärung nur hinzufügen, daß das europäische Parlament in zwei Entschlüssen die sofortige Freilassung von Kutlu und Sargin und die Gewährleistung ihres Rechts auf freie politische Betätigung gefordert hat. Den genauen Wortlaut der zweiten Entschlüsselung finden Sie in der Anlage. Im Europaparlament wurde die Erklärung, die ich Ihnen nun mit der Bitte um Unterschrift vorlege, von Abgeordneten aller Fraktionen (mit Ausnahme der extremen Rechten) unterstützt.

Bis heute haben sich zahlreiche Persönlichkeiten der SPD sich für die Freilassung von Sargin und Kutlu eingesetzt. Prof. M. Ganseforth (MdB) und Rechtsanwalt Horst Isola (Bundsvorsitzender der AsJ) fuhren als Prozeßbeobachter in die Türkei. Ottmar Schreiner (MdB) war bereits im November 1987 im Auftrag der SPD Fraktion nach Ankara gefahren.

Wegen der besonderen Bedeutung, die die Bundesrepublik für die Türkei hat, können die Unterschriften der Mitglieder des Bundestags eine entscheidende Rolle spielen und die Verantwortlichen in der Türkei dazu bewegen, ihre bisherige Haltung zu überdenken.

Deshalb wäre ich Ihnen sehr dankbar, wenn Sie diese Initiative mit Ihrer Unterschrift unterstützen könnten. Bitte schicken Sie die unterschriebene Erklärung an meine unten angegebene Adresse, wenn Sie sich im positiven Sinne entscheiden. Für weitere Informationen stehe ich Ihnen selbstverständlich zur Verfügung.

Hochachtungsvoll,

Dr. Ali Söylemezoglu

Ali Söylemezoglu
Moltkestr. 45
4100 Duisburg 1

Tel: 0203/340395

Fax: 0203/339229

Anlage:

Text der Erklärung zur Freilassung von Sargin und Kutlu
Liste der Unterschriften aus dem Bundestag
Liste der Unterschriften aus dem Europaparlament
Presseerklärung von Prof. M. Ganseforth (SPD/MdB)
Aufruf der AMNESTY INTERNATIONAL für Sargin und Kutlu
Text der jüngsten Entschließung des EP